12e année. — N° 233. — 25 Octobre 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Une date : **28 OCTOBRE, à 20 h. 30**
Une adresse : **18, RUE PARMENTIER**

La première causerie de la "R.P." par R. LOUZON
qui expliquera

la Dévaluation

à nos amis parisiens



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10°

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 233

(25 octobre 1936)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Les anarchistes espagnols et le problème de l'Etat

Il importe de revenir encore sur la décision prise par les anarchistes espagnols de collaborer aux institutions gouvernementales et étatiques, tant à Madrid qu'à Barcelone. En effet, déjà les critiques ne leur sont pas ménagées, allant jusqu'à exagérer la portée de leur geste suffisamment grave en lui-même. Le mouvement ouvrier, qui s'intéresse à l'œuvre entreprise par les anarchistes en Espagne, voudra, avant de critiquer, savoir et comprendre pourquoi ils se sont écartés de leur tactique antigouvernementale de toujours, quelles circonstances les ont amenés à des concessions, quels sont les premiers résultats de la collaboration qu'ils ont admise.

A MADRID

L'offre de la C.N.T. d'accepter les responsabilités du pouvoir dans un Conseil national de défense était visiblement inspirée par la dure situation créée au front de Madrid. La C.N.T. avait des prétentions très modestes au sujet de la place à lui accorder dans ce conseil; non seulement elle ne demandait que 5 voix contre 5 à l'U.G.T. et 4 aux partis républicains, mais encore elle admettait que la présidence appartînt de droit à Largo Caballero, appuyé en outre par l'autorité d'Azana, président de la République.

Cette offre est restée sans réponse. Il n'est pas possible de voir clairement si l'hostilité à ce projet vient des socialistes ou des partis bourgeois ; le parti communiste, après avoir hésité au début, avait proclamé son accord avec cette conception (*Solidaridad Obrera* du 30-9-36). Au lieu de constituer le Conseil National de Défense, Largo Caballero préféra souligner qu'il maintenait le caractère parlementaire de l'Etat espagnol, en convoquant les Cortès à une séance symbolique. L'unique concession faite à l'esprit fédéraliste, dans lequel avait été faite la proposition de la C.N.T., fut l'autonomie accordée officiellement aux provinces basques; dans le gouvernement créé là-bas une place sera également offerte aux représentants de la C.N.T.

Comme, d'autre part, à Barcelone la C.N.T. a été admise avec participation importante au gouvernement de la Généralidad, les relations entre gouvernement catalan et espagnol ne sont guère amicales. Voici ce que dit à ce sujet Fabregas, ministre catalan de l'Economie, parlant au congrès régional des syndicats (*Solidaridad Obrera* du 25-9) :

Je dois vous informer des difficultés que nous crée le gouvernement de Madrid; il nous refuse tout appui dans le domaine financier et économique, parce que certainement il ne sympathise pas beaucoup avec les œuvres d'ordre pratique qui sont en train de se réaliser en Catalogne. L'avance extraordinaire acquise en Catalogne crée une lutte entre ceux de là-bas et ceux d'ici, amenant ainsi dans notre région une situation assez délicate et angoissante.

Le gouvernement de Madrid avait nettement refusé d'aider la Catalogne. Ensuite il y eut des changements dans ce gouvernement; pourtant nous continuons à lutter contre les mêmes difficultés. Nous avions envoyé à Madrid une commission demandant au gouvernement un crédit de 800 millions de pesetas, ainsi que 30 millions pour l'achat d'armement et 150 millions de francs pour l'acquisition de matières premières. En garantie, nous offrions un milliard de pesetas en valeurs appartenant à nos caisses d'épargne déposées à la Banque d'Espagne. Tout cela nous fut refusé. Nous ne savons pas pourquoi, surtout parce nous n'ignorons pas que les conditions financières de l'Espagne sont les meilleures du monde.

Pour échapper à toutes les difficultés que j'ai signalées et à celles qui peuvent encore surgir, nous proposons comme solution viable la création d'un centre autonome de contractation monétaire en Catalogne. Si l'on ne nous accorde pas cet organisme, qui nous est absolument indispensable, je ne sais pas comment nous en sortirons dans le domaine économique. Madrid dispose, et c'est à lui qu'est subordonnée notre activité.

Il semble qu'à Madrid on ne sache pas que c'est celui qui possède l'or qui gagne la guerre. Nous autres, nous le savons; et même les fascistes le savent, eux, qui attaquent Madrid avec tant de persévérance, avec l'intention de s'emparer de l'or existant là-bas. S'ils y arrivaient (et nous ne croyons pas qu'ils y arriveront) notre situation serait très précaire; nous devrions déployer une grande quantité d'efforts et de sacrifices pour empêcher le fascisme de nous vaincre.

Nous avons proposé au gouvernement de la Généralité de Catalogne, et celui-ci a accepté, de demander au gouvernement de Madrid que tout l'or soit transféré en Catalogne, centre spirituel des idées antifascistes, rempart inexpugnable contre le fascisme, endroit le mieux protégé. Et nous avons demandé au gouvernement de Madrid le transfert de l'or, sinon de tout l'or, au moins de celui dont la Catalogne a besoin : 400 millions de pesetas or. Notre proposition fut de nouveau rejetée.

A BARCELONE

La participation des anarchistes au gouvernement catalan est effective. L'interpénétration est totale de l'organisation politique anarchiste (Fédération Anarchiste Ibérique) et de l'organisation syndicale (Confédération Nationale du Travail); ainsi il n'est guère possible de parler en ce cas d'une syndicalisation de ces ministères. Ce symptôme est aggravé du fait que l'autre centrale syndicale, l'Union Générale des Travailleurs, n'a pas de représentation propre; elle se déclare indirectement représentée par les ministres socialistes et communistes, officiellement délégués par le Parti Socialiste Unifié catalan. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste a lui aussi mis ses objections doctrinales de côté; après avoir annoncé à cor et à cri ne vouloir entrer que dans un gouvernement purement ouvrier, le voici acceptant le ministère de la Justice, à côté de représentants de l'Esquerra Republicana Catalana, parti bourgeois radical de gauche, accouplé d'ailleurs à un mandataire du

parti nationaliste catalan se situant beaucoup plus à droite, l'Action catalane.

Voici le programme de ce gouvernement (*Solidaridad Obrera* du 29-9) :

a) *Concentration de l'effort maximum dans la guerre, sans épargner aucun moyen pouvant amener sa fin rapide et victorieuse. Commandement unique, coordination de l'action de toutes les unités combattantes, création des milices obligatoires et renforcement de la discipline;*

b) *Reconstruction économique du pays; dans ce but, mise en pratique immédiate du Conseil Economique créé par le décret du 11 août passé, qui contient :*

1° *La régularisation de la production, d'accord avec les nécessités de la consommation;*

2° *Contrôle du commerce extérieur;*

3° *Collectivisation de la grande propriété rustique et respect de la petite propriété agraire;*

4° *Dévalorisation partielle de la propriété urbaine par la réduction des loyers et l'établissement de taxes équivalentes, quand on ne considère pas nécessaire de faire bénéficier les locataires de la réduction;*

5° *Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports;*

6° *Prise de possession et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires;*

7° *Intensification du régime coopératif pour la distribution des produits et en particulier l'exploitation, en régime coopératif, des grandes entreprises de répartition;*

8° *Contrôle du commerce bancaire jusqu'à atteindre la nationalisation des banques;*

9° *Contrôle ouvrier sur les industries privées;*

10° *Réabsorption énergique pour l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail, pour la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs des ouvriers que pourra absorber la nouvelle organisation du travail agricole, la création de nouvelles industries, l'électrification intégrale de la Catalogne, etc.;*

11° *La suppression rapide des différents impôts indirects, en y mettant le temps et la mesure nécessaires;*

c) *Relèvement de la culture populaire, dans tous ses multiples aspects, sous le signe de l'Ecole Nouvelle Unifiée, devant se trouver au-dessus des privilèges ayant triomphé jusqu'alors, tout enfant doué pouvant passer de l'école primaire aux études supérieures; stimuler toutes les manifestations culturelles.*

Remarquons bien que ce programme ne contient pas une seule modification de la machine de l'Etat, ne suggère aucune organisation nouvelle de la vie sociale, si ce n'est, au contraire, un renforcement de l'organisation étatique.

CONCLUSIONS

Les anarchistes sont donc entrés au gouvernement en échange de trois portefeuilles : Economie, Assistance sociale et Ravitaillement. Au fond, ces ministères ne portent que sur un seul et même domaine : celui de l'économie. Ce sont les ministères qui vont être les plus impopulaires, ceux exigeant le plus de sacrifices de la masse ouvrière, sans pouvoir longtemps lui donner de compensations. Le ravitaillement est dès maintenant un problème ardu et la question d'un rationnement se pose de plus en plus. L'assistance sociale avec les caisses mises à sec par le refus d'aide du gouvernement de Madrid ne sera pas aisée à exercer. Quant à l'économie, elle se trouve en une période où il faudra de plus en plus stimuler l'effort ouvrier pour le maintenir à la hauteur des nécessités imposées par la guerre.

Le ministère de la Guerre est confié à un militaire soi-disant indépendant; ceux du Travail, des Services publics vont à des socialistes communisants; la Justice est confiée à André Nin, bien connu dans le mouvement ouvrier international ; par contre, l'Intérieur va à Aguader, de la Gauche catalane, politicien bourgeois rusé. Bref, les anarchistes semblent entourés et encerclés dans les ministères les plus difficiles à utiliser pour le prolétariat; ils sont surtout écartés de la guerre et de la répression contre la bourgeoisie.

Pourquoi ont-ils consenti à ces concessions ? D'abord parce qu'ils espèrent jouer au plus rusé et éliminer progressivement les secteurs bourgeois en augmentant leur influence dans les sphères gouvernementales.

D'autre part, les militants anarchistes expliquent aussi leur entrée au Conseil de la Generalidad par la nécessité de mettre fin à la dualité du pouvoir, particulièrement pernicieuse à la conduite de la lutte militaire.

Seulement, la disparition de cette dualité s'opère jusqu'à présent en supprimant les organes ouvriers créés dans divers domaines; la seule compensation accordée est l'introduction de quelques militants ouvriers dans le vieil appareil étatique, militaire et policier.

Ainsi, le Comité Central des Milices Antifascistes est dissout; son secrétaire à la Guerre, Garcia Olliver, est nommé secrétaire du ministre; sans doute un certain cadre de camarades l'ont-ils suivi à des postes techniques; mais cela suffit-il comme contrepoids à l'autorité suprême confiée au militaire professionnel Sandino ? D'autre part, l'introduction d'éléments bourgeois et petits bourgeois à la faveur de la mobilisation, qui vient d'être proclamée, ne finira-t-elle pas par atténuer le caractère prolétarien des milices actuelles ?

De même l'Investigation, service de sûreté révolutionnaire, créé par les Milices Antifascistes, disparaît; son chef Aurelio Hernandez est nommé directeur de la Sûreté de la Generalidad; mais que deviennent dans ces conditions les possibilités de contrôle des organisations syndicales ?

Les anarchistes espagnols se heurtent dans la réalité aux problèmes de défense armée et de répression antibourgeoise; ils sentent maintenant toute la difficulté de résoudre ces questions, maintenant qu'elles ne se présentent plus à une tribune ou dans une brochure. Souhaitons qu'aux prises avec les difficultés pratiques, insuffisamment préparés par la réflexion et l'étude profonde de ces questions, ils ne soient pas amenés simplement à recourir aux anciennes solutions étatiques à peine recouvertes d'un vernis libertaire. La machine du nouvel Etat ayant gardé les défauts de l'ancien ne tarderait pas à leur rappeler à eux-mêmes le bien-fondé de leur doctrine antiétatiste, opposant à l'Etat bourgeois le mot d'ordre : Tout le pouvoir aux syndicats.

L. NICOLAS.

CNT AIT FAI
¡ADELANTE



luchadores
de la LIBERTAD!

En avant, combattants de la LIBERTÉ !

PAS DE TÉMOINS !

L'Institut d'Histoire, de Philosophie et de Linguistique de Léningrad n'a pas de chance : on y arrêtait, une fois de plus, au début de septembre, le directeur, un certain nombre de professeurs et d'étudiants. Un curieux journal qui s'intitule *Pour l'Enseignement communiste* (*Za Kommounistitcheskoé Prosvestchénié*), bien qu'il se fasse en réalité le porte-parole de l'Inquisition, écrivait à ce propos que plusieurs directeurs successifs de cet institut et bon nombre de leurs collaborateurs et élèves s'étaient révélés d'anciens bandits blancs, des trotskistes et des espions ! Le Commissariat du Peuple a ouvert une enquête sur le trotskisme dans l'enseignement. Le monde savant de l'étranger ne se doutait pas que l'histoire, la philosophie, la linguistique fussent, au pays du Chef génial, des camouflages du gangstérisme politique ou autre. Le journalisme bien-pensant remplit une mission tout aussi pernicieuse; mais, Dieu merci! la Sûreté Générale veille. Achetez à l'occasion, si vous avez cinquante centimes à perdre, un numéro du *Journal de Moscou*, hebdomadaire officiel, destiné au bourrage de crâne le plus plat, si plat qu'on le croirait parfois rédigé par des pince-sans-rire détachés à Moscou de la rédaction du *Canard Enchaîné*. Illusion : tel est bien le fruit commandé de la sottise bureaucratique. Des dépêches de Moscou ont confirmé l'arrestation du directeur de ce journal, Raevski, que l'on tient pour un protégé de Litvinov. Il a été précisé, eu égard sans doute pour son protecteur, qu'on ne l'inculpe pas de trotskisme. Il ne serait coupable que de quelque autre forme de haute trahison, moins grave après tout que l'attachement à la doctrine d'Octobre. Son prédécesseur, Loukianov, avait disparu il y a un peu plus d'un an, mystérieusement coffré avec plusieurs de ses collaborateurs. J'avais parmi eux une vieille connaissance, un ex-anarchiste français réfugié en Russie depuis 1921 après bien des mésaventures, qui ne souhaitait plus qu'une vie paisible et n'osait, tant il craignait de se faire aussitôt jeter en prison, demander un passeport pour se faire rapatrier... Il a disparu sans cela, enlevé une nuit à sa femme, inculpé dans des ténèbres totales de quelques crimes contre l'Etat tout à fait invraisemblables (nous sommes plusieurs en Occident qui le connaissons bien et qui en jurerions), puis nous avons appris par des voies indirectes qu'il venait d'être envoyé, après des mois de secret, dans un camp de concentration de Kaoutchatka, pour cinq ans ! Il s'appelle Gaston Bouley et n'est qu'une victime. Du rédacteur Loukianov on n'a plus rien su...

Pour des raisons encore indéchiffrables, les rédacteurs des journaux staliniens, passés maîtres pourtant en servilité, ont largement écopé au cours des récentes proscriptions : à Kiev, Bakou, Minsk, Moscou, Stalinabod, les rédactions ont été épurées à coups de mandats d'arrêt. La grande presse soviétique est elle-même décapitée par l'arrestation de Karl Radek, devenue officielle pour les correspondants des journaux étrangers dans les derniers jours de septembre. Pour le public soviétique, elle resta secrète jusqu'au 9 octobre, date à laquelle la *Pravda* dénonça le plus vieux et le plus autorisé de ses collaborateurs en politique étrangère comme un intrigant, complice de Trotski et des traîtres fusillés. Les bruits les plus étranges circulèrent à Moscou à son sujet : on allait jusqu'à soutenir que la Sûreté avait découvert dans ses papiers une lettre récente de Trotski. C'est évidemment faux, mais cette information fausse, identique à celles que l'on communiqua à la presse à la veille du procès Zinoviev, n'augure rien de bon. Radek semble avoir été arrêté aussitôt après avoir écrit l'innommable papier qu'il donna aux *Izvestia* pendant le procès de ses anciens camarades, le 22 ou 23 août, et dans lequel il joignait sa voix de cynique affolé au concert de mort... De source non-officielle, on a plusieurs fois annoncé l'arrestation de Piatakov. Radek et Piatakov, opposants tant que l'opposition eût quelques chances de l'emporter, se sont ralliés à Staline dès 1927-28 et paraissaient bien, depuis, s'être complètement assimilés au régime, avoir même acquis la confiance du Chef. Tous deux ont rempli les plus hautes fonctions, l'un dans les finances et l'industrie, l'autre dans la presse et la diplomatie officieuse. Je ne sais si l'arrestation de Piatakov se confirmera, mais je le tiens pour fini, ainsi ou autrement, car il appartient à la génération d'Octobre, aujourd'hui décapitée.

L'ampleur de la répression a montré la volonté très nette d'atteindre cette génération tout entière ou plus exactement ce qui en reste dans l'appareil bureaucratique. Vis-à-vis de Radek, de Piatakov et de plusieurs autres figures de premier, second et troisième plan *du temps de Lénine*, un problème de très simple psychologie politique se pose. De leur passé de révolutionnaires, ces hommes gardent, malgré tout, dans la platitude générale, un certain crédit : ils sont entrés dans l'Histoire et les masses ne sauraient leur reprocher de ne point se jeter héroïquement sous le rouleau compresseur. Le crime du 25 août, s'il a été une effroyable surprise, une surprise sans nom pour les seize assassinés, a fait passer dans les échines les plus souples un frisson glacial. Tout ceux qui se faisaient encore, avec infiniment de lâche complaisance envers eux-mêmes, des illusions sur le Chef, ont tout à coup vu clair... Staline sait très bien que, quoi qu'elle fasse, quoi qu'elle dise, quelles que soient les infamies qu'on puisse lui dicter pour la presse et la tribune en invoquant le fétichisme du parti, le salut de la République, le culte du Chef et la peine de mort, la vieille génération bolchévik ne peut pas ne pas le juger sans merci dans son for intérieur. A quoi riment les abominables proses signées de Préobrajenski, de Piatakov, de Racovski, de Kroupskaya (ah! pauvres grands révolutionnaires d'hier réduits à s'abreuver de crachats!) si ce n'est à établir au grand jour entre le Chef et eux le lien d'une complicité ?

Mais ici, Staline se trouve une fois de plus dans une impasse. La complicité imposée déshonore ceux qui l'acceptent sans les rendre réellement complices : chacun voit que ce sont bien davantage des victimes. Et victimes, ils

gardent le droit de juger au fond de leur âme, ils acquièrent celui de se venger un jour. Le vieux parti bolchevik formé autour de Lénine était au fond une grande famille. Plusieurs des membres les plus marquants de cette famille viennent d'être supprimés. L'assassin peut-il laisser vivre les autres ? « Pas de témoins ! » disent en pareil cas les professionnels.

Radek ne fut pas seulement un compagnon de Lénine; ce fut aussi un compagnon de Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Tychko-Ioguichés... Les balles des fusilleurs de Karl, de Rosa, de Léo l'ont frôlé de très près. Il a fait dans sa vie, surtout depuis qu'il était devenu le journaliste à tout pondre de la réaction bureaucratique, bien de désolantes pitreries. Mais, en d'autres temps, il fit preuve de courage et d'intelligence. Ne laissons pas détourner sur les hommes les responsabilités du régime; et sachons au sein du régime nommer les vrais responsables : c'est l'équipe des tard-venus pour qui le mot *révolution* signifie *privilège*. — Pour Radek comme pour Sokolnikov, Sérébriakov, Guertik, Putna, Grunstein, Schmidt, des questions extrêmement graves se posent. Comment éliminer ces hommes, par quelle procédure ? Il est difficile de leur faire grâce après avoir massacré un Smirnov, arrêté, ne nous lassons pas de le répéter, deux ans environ avant l'affaire Kirov. Mais on doit bien s'en rendre compte dans l'entourage du Chef, le crime du 25 août fut une irréparable erreur, à plusieurs points de vue : il a démasqué le stalinisme aux yeux du monde ouvrier et de l'intelliguentsia avancée qui nous accusaient quelquefois de le calomnier... (Comme si ce n'était pas la mort dans l'âme et par un implacable dévouement à la révolution que les révolutionnaires opposants de toutes nuances s'assignent la rude tâche de dire la vérité sans y ajouter un seul trait !) Il oblige aujourd'hui la bureaucratie thermidorienne à adopter vis-à-vis de la révolution espagnole une nouvelle attitude : car elle ne peut pas, devant les masses soviétiques, laisser étrangler les travailleurs d'Espagne après avoir fusillé le seul président de l'Internationale communiste. Si la vague de réprobation et de dégoût devant ces choses montait assez haut, la vie des derniers représentants de la génération d'Octobre pourrait encore être sauvée... La vie, pas davantage.

18 octobre 1936. Victor Serge.

POST-SCRIPTUM POUR JEAN GUEHENNO

Dans un article paru dans *Vendredi*, le 16 octobre, Jean Guehenno refuse de prendre parti entre staliniens et trotskistes, c'est-à-dire entre les étrangleurs de la révolution d'Octobre et les défenseurs de sa tradition. « C'est affaire à nos camarades russes », écrit-il, paraissant ignorer le rôle du stalinisme dans les cinq sixièmes du monde et notamment des deux côtés des Pyrénées. Nul ne songera, je l'espère, à lui reprocher de réserver ainsi son opinion; les révolutionnaires savent depuis longtemps que le propre de beaucoup d'intellectuels est de se décider le plus tard possible : à preuve le nombre d'excellents esprits qui ont attendu pour admirer la révolution russe que Lénine fût mort depuis quelques années. Mais le moins que l'on puisse demander à la probité de Jean Guehenno, c'est de ne point reproduire, par une complaisance peut-être involontaire envers les fusilleurs, des allégations grossièrement fausses; et de les rectifier dans un journal quand on l'a mis à même d'en constater la fausseté. Il nous apprend en *P.-S.* à son article qu'il a refusé de signer une protestation relative au procès de Moscou, s'étant souvenu que « les accusés ont assassiné Kirov ». Que Jean Guehenno veuille bien ouvrir le *Compte rendu* officiel du procès de Moscou, édition du Commissariat du Peuple à la Justice de l'U.R.S.S., à la page 182, et il apprendra par le texte même de la sentence que neuf accusés sur seize, reconnus même par ces inqualifiables juges-là entièrement étrangers à la mort de Kirov, ont été exécutés *pour avoir eu l'intention de commettre des attentats qu'ils ne commirent point*. Ce sont : Dreitser, Reingold, Pikel, Goltzman, Fritz David, Olberg, Berman-Iourine, Moïse et Nathan Lourié. Qu'il me permette, par ailleurs, de lui apprendre que deux des fusillés, Ivan Smirnov et Ter-Vagonian, avaient été arrêtés fin 1932 alors que Kirov fut tué le 1er décembre 1934. Il y aurait eu, outre bien des choses à lui rappeler, dont il eût bien dû se souvenir tout seul plutôt que de traiter pareil sujet avec une pareille légèreté : ainsi l'exécution en décembre 1934 de 130 (cent trente) prétendus terroristes, dont 14 jeunes communistes qualifiés assassins de Kirov. La complicité (par le silence) des intellectuels, à cette époque, retombe maintenant sur les vieux révolutionnaires russes en pluie de sang. Que nous préparent-ils pour demain avec leurs complaisances d'aujourd'hui ?

Si l'on vous demande, Jean Guehenno, de signer une protestation *contre l'application de la peine de mort au crime d'intention*, signerez-vous ?

Si l'on vous demande de signer une protestation contre l'implacable captivité infligée *depuis huit ans, pour délit d'opinion*, à des combattants d'Octobre tels que Iakovine, Pankratov, Dingelstedt, Marie Ioffé, signerez-vous ?

Si l'on vous demande de rectifier dans *Vendredi* ce que vous avez écrit de monstrueusement inexact en accusant du meurtre de Kirov neuf fusillés qui en ont été reconnus innocents, rectifierez-vous ?

V. S.

PARMI NOS LETTRES

Lettres de Belgique

1er octobre 1936.

La révolte fasciste en Espagne a encouragé le fascisme catholique en Belgique, où les rexistes soutenus par le grand capital préparent ouvertement une insurrection à la Franco. Leur œuvre est évidemment facilitée par la présence à la tête du gouvernement d'un homme comme Van Zeeland, dont le *Peuple* a dit en un moment de franchise qu'il était prêt à noyer la démocratie dans le bénitier. Malheureusement pareille franchise n'est pas de coutume dans ce journal; sinon il aurait commenté en tenant compte de son importance, le discours de Van Zeeland au récent congrès catholique de Malines, disant à propos des événements espagnols : « Voyez la traînée rouge que laisse derrière elle la diffusion des théories communistes. Vous avez plus que quiconque, parce que catholiques, des responsabilités vis-à-vis du pays. Votre devoir de catholiques est d'être dans les premiers rangs de ceux qui sont décidés à écarter le désordre, l'aventure, l'anarchie, l'oppression. »

A propos des décrets-lois projetés par Van Zeeland pour soi-disant protéger le pays contre les extrémistes de droite et de gauche, le journal du catholicisme chauvin, *La Libre Belgique* dit dans son numéro du 11-9-36 : « Pour pouvoir prendre des mesures contre les éventuels perturbateurs rouges, il fallait bien que M. Van Zeeland menace de répression ceux de droite et ainsi les ministres socialistes pourront dire aux gens de leur bord — mais ce n'est pas vous qu'on vise, ce sont surtout les gens d'extrême-droite. Nous pardonnons volontiers à M. Van Zeeland cette manœuvre pour arracher aux ministres socialistes leur concours à une politique plus ferme, plus énergique contre les menées révolutionnaires. »

Que les rexistes préparent une insurrection cela ne présente de doute pour personne et le *Peuple* dit à ce sujet, dans son numéro du 9 septembre, que « le chef du mouvement rexiste ne dissimule pas qu'il veut s'emparer du pouvoir par la force. Il annonce qu'avant la fin de l'année, il aura pris la place de M. Van Zeeland. Cette ambition il ne peut la réaliser que par des moyens illégaux puisque d'ici au 31 décembre il n'y aura pas de consultations électorales. »

Le P.O.B. en ce cas n'aurait pas l'excuse d'avoir ignoré les préparatifs des adversaires.

En présence de ces préparatifs quelles mesures de défense pour la classe ouvrière a-t-il préconisé jusqu'à présent ? Au lendemain des événements de Seraing, où les militants ouvriers avaient rencontré à coups de revolver les rexistes voulant organiser un meeting flottant sur un bateau descendant la Meuse, le *Peuple* écrit en grosses lettres en première page : « Violences, le P.O.B. les répudie, parce qu'il est attaché avec ferveur à la démocratie et à la liberté. Le recours à la force n'est légitime qu'à partir du moment où le pouvoir est en carence et où la protection n'est plus efficace. Ce n'est pas le cas en Belgique. Le premier ministre dans l'allocution si sobre et ferme qu'il adressa récemment au pays a réaffirmé sa volonté de maintenir l'ordre et le calme dans le pays. La présence de six ministres socialistes s'ajoute à la résolution non équivoque du premier ministre. »

Nous voyons qu'en face d'une menace d'une extrême gravité le P.O.B. met ses uniques espoirs en Van Zeeland, l'homme de la haute finance belge, devenant de plus en plus la figure représentative de la réaction antiouvrière en Europe (rappelons-nous le récent discours de Caillaux au Sénat). Quoi d'étonnant que la classe ouvrière cherche à se défendre autrement et que ses meilleurs militants fassent appel à la formation d'une milice ouvrière et à l'armement du prolétariat ? L'Action Socialiste Révolutionnaire et le camarade Walter Dauge ne sont coupables que d'avoir eu l'intention de contribuer à la défense armée du prolétariat contre les menaces fascistes s'aggravant tous les jours, tout le monde sait en Belgique que les rexistes s'arment et achètent ouvertement des autos blindées. Quant au *Peuple*, il se borne à discuter si la tôle de blindage des autos achetées récemment par le Rex est de 1 mm. 1/2 ou de 2 mm. d'épaisseur, et en même temps invite le prolétariat à avoir confiance en Van Zeeland.

Mais les meilleurs représentants du prolétariat belge pensent autrement, et c'est à la suite de leurs appels répétés à l'auto-défense qu'on a vu s'opérer de nombreuses perquisitions dans le pays tout entier, dans les Maisons du Peuple, coopératives socialistes et à domicile chez les militants les plus actifs. C'est pourtant à propos de ces perquisitions que l'*Humanité* a écrit qu' « il s'agit d'une affaire montée par la police en accord avec les provocateurs trotskistes ». Deux jours après le même torchon du « Front des Français » écrit : « Le jeune provocateur Walter Dauge est arrêté. C'est un des principaux agents de Trotski en Belgique. On a trouvé notamment une correspondance très suivie avec le chef des bandits Trotski. Celui-ci donne des indications pour déclencher des grèves sauvages, provoquer des émeutes partielles et... aboutir à l'insurrection. » En effet, quel crime que de préconiser l'insurrection prolétarienne ! ! !

Les perquisitions chez les militants de la gauche ouvrière ont été suivies de perquisitions et d'arrestations des gens du P.O.B. appartenant même à son aile la plus réformiste. Entre autres est maintenue la détention du secrétaire du Syndicat des Transports, à Anvers. Ces dernières arrestations se trouvent semble-t-il en liaison avec l'application farouche de la « neutralité » à l'égard de la révolution espagnole. Le gouvernement pré-fasciste belge, avec le catholique Van Zeeland à la tête et les six ministres socialistes à la queue, fait emprisonner des hommes qu'il considère généralement comme inoffensifs, mais qu'il estime actuellement comme capables d'aider les républicains espagnols à se procurer des armes. Autrement dit, la bourgeoisie belge montre un exemple de conscience de classe; le prolétariat belge en voulant résister au fascisme en offensive fait de son côté preuve de cette conscience. Seul le P.O.B. reste dupe de la situation qui demain peut devenir tragique et entraîner le prolétariat vers un abîme, comme cela s'est produit en Allemagne, en Autriche et tout récemment en Espagne. Dans ces circonstances, les organisations et groupements ouvriers qui tentent de remédier à la carence du P.O.B. font l'œuvre la plus utile pour le prolétariat belge, pourvu que leur action soit assez vaste pour pouvoir neutraliser la politique néfaste et même périlleuse de la grande organisation ouvrière qu'est le P.O.B.

◆◆◆

20 octobre 1936.

Le retour de la Belgique vers la neutralité signifie en réalité un changement d'orientation diplomatique, une diminution de l'influence du gouvernement français, et par contre une soumission plus grande envers les gouvernants anglais et allemands. Evidemment, en raison de la situation géographique et stratégique de la Belgique, ce changement inquiète fortement en France les partisans de la défense nationale. Mais si l'on se place au point de vue prolétarien, ce phénomène présente uniquement l'intérêt de refléter ce qui se passe dans le pays dans le domaine social.

Notre lettre précédente signalait déjà les progrès du fascisme et ses visées sur la prise du pouvoir. Au cours des dernières semaines, un événement d'une gravité extrême accentue encore ce danger : c'est la conclusion d'un « front unique » entre les nationalistes flamands et le mouvement de Rex.

Voici, d'après *De Schelde*, journal nationaliste flamand, les points communs aux programmes des deux partis :

« Rex veut l'organisation corporative de la société. Les nationalistes flamands également. Rex

veut un Etat autoritaire. Les nationalistes flamands également. Rex veut la Belgique en dehors de toutes les guerres. Les nationalistes flamands également. Rex est méfiant à l'égard de l'impérialisme de la politique française. Les nationalistes flamands également. Rex ne veut rien attendre d'un accord militaire franco-belge. Les nationalistes flamands également. Rex a des sympathies pour l'Allemagne nouvelle nationale-socialiste. Les nationalistes flamands également. Rex se trouve aux côtés des nationalistes (insurgés) espagnols contre les canailles rouges du gouvernement de Madrid. Les nationalistes flamands également. Rex veut à poings de fer rendre inoffensif tout ce qui est marxiste, tout ce qui est rouge. Les nationalistes flamands également. »

Ce n'est pas compliqué. Ces quelques points du « programme » illustrent en même temps le caractère essentiellement fasciste du nouveau « front unique » et montrent à quels motifs d'ordre intérieur a obéi la politique de la Belgique envers les autres pays. Jusqu'à présent, on aurait pu espérer que les divergences d'ordre nationaliste — Rex était pour une Belgique unie, tandis que le mot d'ordre du nationalisme flamand était la formation de la Grande Néerlande sous la forme de l'Etat thiois — que ces divergences feraient obstacle à une action commune entre les deux courants importants du fascisme en Belgique.

Ces espoirs constituaient le plus grand obstacle (les organisations ouvrières en Belgique étant paralysées par les influences politicienne démo-chrétienne et socialiste réformiste) à l'avance fasciste; cet obstacle est provisoirement éliminé.

Alors, les capitalistes de la Société Générale, appartenant aux partis traditionnels, libéraux et catholiques se sentent alarmés par la poussée des jeunes rexistes, cherchant à assurer la domination d'un Etat totalitaire fasciste, où leurs partisans s'engraisseraient dans les prébendes que créerait cet Etat-patron, dominant le grand capitalisme privé et se substituant à lui. Cette partie de la bourgeoisie craint, d'autre part, que le prolétariat, alarmé par les prétentions rexistes, ne se ressaisisse et ne transporte la lutte antifasciste sur le seul terrain où elle a des chances de réussir : le terrain de la lutte des classes.

Les capitalistes bourgeois voudraient sauver l'intégralité de leur domination en se préservant de l'Etat totalitaire, mais ils craignent en même temps de mettre la classe ouvrière en alerte. Et alors, ils s'adressent aux socialistes et trouvent des aventuriers de la politique du type Spaak et de Man, accrochés avant tout par ambition et vanité à leurs « situations » ministérielles. Leur besogne, leur spécialité est la préparation des esprits ouvriers pour arracher ceux-ci aux inspirations dictées par l'instinct de classe prolétarien.

Spaak se présente, dans un grand discours à Schaerbœk, en prédicateur de la croisade antirexiste, et cela au nom du gouvernement : « Un grand mouvement d'union sur des idées essentielles doit être entrepris. Mais précisément parce que c'est un mouvement d'union, de rassemblement, *il doit être conduit non par des éléments extrémistes, mais par les éléments de centre, vers lesquels la concentration est seule possible.*

« Le gouvernement prend la tête du combat; il peut réaliser, dans un monde en pleine transformation, *une solution belge.* »

Ainsi, le fascisme devra être combattu par un gouvernement ayant à la tête Van Zeeland, l'espoir de la réaction européenne, secondé par quelques traîtres au socialisme. Vraiment, Rex et les frontistes, en face d'adversaires pareils, n'ont pas grand'chose à craindre.

Seulement voilà, il y a encore au Borinage et au pays de Liége, et au port d'Anvers, ceux de juillet 1932 et ceux de juin 1936. C'est la grande inconnue, mais c'est aussi le grand espoir : les forces latentes et spontanées du prolétariat.

Ida Mett.

Au sujet de la neutralité

Nous avons reçu du camarade Emery la nouvelle lettre que voici :

La manière dont Louzon répond à mes remarques justifie quelques lignes supplémentaires.

Il reconnaît que les rebelles disposent de toute l'armée, mais d'après lui, c'est à condition de ne pas s'en servir. Toujours cette croyance que les prolétaires, par définition, sont avec nous! Si c'était vrai, il n'y aurait pas de fascisme. D'ailleurs, dans une guerre comme la guerre d'Espagne, l'occupation et la surveillance des provinces sont une opération capitale et les soldats servent bien au moins à cela. Enfin, à supposer même que les soldats ne veuillent pas se battre, il n'en reste pas moins que tout le matériel de l'armée est au pouvoir des rebelles, et c'est leur principal atout.

Quant au blocus du Portugal, Louzon le considère comme une plaisanterie. Mais je n'ai évidemment pas voulu dire qu'il fallait envoyer des croiseurs devant Lisbonne. J'ai employé le terme de blocus *à la manière dont on parle du « blocus » de l'Espagne, c'est-à-dire très inexactement, mais pour aller vite. Il s'agirait tout simplement d'obtenir que la vente des armes et des munitions au Portugal soit interdite comme elle l'est pour l'Espagne; c'est un moyen d'élargir et de renforcer l'accord de non-intervention, de le compléter logiquement, et ce serait même, si l'on veut, un moyen de le remettre en cause au cas où l'on se heurterait à un refus. C'est le fait de crier : « Des avions pour l'Espagne ! » et non cela qui constitue une comédie par laquelle on se donne l'air de faire quelque chose.*

Réponses :

1° Il est certain que tout le matériel de l'armée espagnole (ou presque) est au pouvoir des rebelles, et que c'est une des raisons pour lesquelles la puissance de ceux-ci en matériel est tellement supérieure à celle des milices, — mais c'est précisément cette supériorité en matériel que, loin de taire, nous ne cessons de crier;

2° Un blocus du Portugal par engagement des Etats fascistes de ne pas livrer au Portugal du matériel de guerre est d'une réalisation aussi chimérique qu'un blocus par croiseurs. La seule différence est que celui-ci pourrait être relativement efficace, tandis qu'un simple engagement des Etats ne serait qu'une plaisanterie de plus;

3° Faire un blocus de l'Espagne dépend de toutes les puissances; au contraire, donner des armes aux républicains espagnols ne dépend que de « nous » : que de la France et de son gouvernement de « Front populaire ». Demander aux autres de faire une action commune, pour s'éviter de faire une action qu'on peut faire soi seul, est le moyen classique de se défiler. La « démocratie française » s'est défilée et persiste à se défiler de la manière la plus ignoble et la plus lâche. C'est d'ailleurs une règle habituelle : les démocraties périssent par leur lâcheté.

R. L.

Les militants des syndicats sont cordialement invités à venir avec nous « faire le point » mercredi 28, à 20 h. 30, 18, rue Parmentier, Paris (10e). Entrée libre et gratuite.

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE [1]

Camarades,

Lorsque, il y a un peu plus d'un mois, on m'a demandé de venir causer avec vous du Syndicalisme Révolutionnaire, je ne vous cacherai pas que j'en ai été étonné. Il y avait au moins quinze ans — depuis 1920 — que l'action ouvrière proprement dite était en quelque sorte, en veilleuse; d'autre part durant toute cette année-ci le mouvement politique avait été au premier plan, la classe ouvrière semblait, plus que jamais, ne mettre ses espoirs que dans les succès électoraux ; dans ces conditions le Syndicalisme Révolutionnaire était un sujet qui semblait n'avoir plus guère qu'un intérêt historique, être en tout cas tout à fait dépourvu d'actualité.

Et puis, vlan ! voilà que tout à coup, entre le moment où on m'a demandé cette causerie et celui où je la fais, le Syndicalisme Révolutionnaire redevient la grande chose actuelle, il reprend la première place sur la scène sociale, du fait de l'admirable mouvement d'action directe, d'une puissance jamais encore égalée — le mouvement d'occupation des usines qui est à l'heure actuelle en plein développement.

LES PRINCIPES DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Car qu'est-ce en effet, camarades, que le Syndicalisme Révolutionnaire ? Le Syndicalisme Révolutionnaire c'est avant tout, c'est essentiellement l'action directe, expression créée par lui et pour lui, et qui résume, de la façon la plus expressive, à la fois toute sa doctrine et toute sa pratique.

Pour définir le Syndicalisme Révolutionnaire, il suffit donc de définir l'action directe.

L'Action directe

Qu'est-ce que l'action directe ?

L'action directe c'est l'action faite directement par les travailleurs contre leur exploiteur direct, le patron.

Cette action est *directe* à un triple point de vue.

En premier lieu elle est directe parce qu'elle est faite personnellement par chaque travailleur, et non par « délégation ». Le travailleur ne se contente pas de charger un mandataire, auquel il n'a qu'à accorder ou à refuser sa confiance tous les 4, 6 ou 9 ans, de lutter à sa place, de s'occuper pour son compte de ses propres intérêts; c'est par lui-même personnellement qu'il agit.

Elle est directe pour une seconde raison. La grande vérité économique qu'ont découverte les premiers économistes bourgeois et dont les économistes socialistes, Marx en particulier, ont fait le centre de leur doctrine, est que c'est à l'atelier, à l'usine, dans les rapports entre patrons et ouvriers, que gît uniquement l'exploitation dont est victime le travailleur. C'est le travail non payé, la différence entre le travail que produit l'ouvrier, et celui que représente son salaire, qui est l'unique source sur laquelle vivent toutes les classes parasitaires et bourgeoises. La « plus-value » produite par le travailleur à l'usine ne sert pas qu'à faire vivre le patron, mais aussi le propriétaire, le commerçant, le rentier, etc... En s'attaquant au patron à propos du salaire et des autres conditions de travail, l'action directe attaque donc directement le cœur même de l'exploitation capitaliste, ce dont tout le reste dépend. Telle est la seconde raison pour laquelle elle est dite « directe ».

Il y en a enfin une troisième. C'est que ce n'est qu'à l'atelier, ce n'est que contre son patron que le travailleur dispose de moyens de lutte qui lui soient propres. Le seul bien que possède le prolétaire, c'est sa force de travail. Sa seule arme, la seule dont dispose tout travailleur et du fait même qu'il est travailleur, c'est sa propre force de travail. C'est donc seulement en utilisant celle-ci qu'il peut combattre par lui-même. Grève, boycott, sabotage, c'est-à-dire le refus de vendre sa force de travail, ou bien une utilisation « avisée » de sa force de travail, tels sont les trois grands procédés de l'action directe.

Le syndicat

Mais du fait que l'action directe s'opère à propos du travail et par les moyens mêmes que le travail procure, elle doit être collective, puisque dans la société capitaliste moderne le travail est essentiellement collectif. D'où le syndicat. Le syndicat est l'organe qui coordonne les efforts de chaque travailleur dans la lutte contre le patron.

Il est lui aussi un organe *direct*, si l'on peut dire, de coordination entre les travailleurs : il unit directement les efforts des travailleurs parce qu'il ne groupe que des travailleurs, parce qu'il accepte dans son sein tous les travailleurs, et enfn, parce qu'il les groupe sur le lieu même et à l'occasion même de leur travail, et en vue exclusivement de la lutte contre leur adversaire direct, le patron.

Syndicat et action directe sont donc les deux faces d'une même chose : le syndicat est l'organe dont l'action directe est la fonction.

Le syndicalisme et l'Etat

Empressons-nous de dissiper dès maintenant une équivoque. Si le syndicalisme lutte avant tout contre le patronat, il n'ignore pas l'Etat. Il sait aussi bien que quiconque qu'il existe un Etat qui est le gendarme du patronat, et dont la mission est de maintenir par la force l'exploitation du prolétariat. Dès lors, le syndicalisme tient soigneusement compte de l'Etat et a soin d'utiliser les fluctuations de la politique pour les besoins de sa propre lutte.

C'est ainsi que c'est aux moments où l'Etat se trouve affaibli par les antagonismes internes de la bourgeoisie que le syndicat doit agir le plus fortement en portant l'action directe au maximum.

C'est d'ailleurs en une occasion semblable que le Syndicalisme Révolutionnaire naquit. La C.G.T. et l'action directe sont nées lors de l'affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus avait porté au paroxysme l'antagonisme entre les deux grands clans de la bourgeoisie: l'Eglise et la Franc-Maçonnerie. Cette dernière n'avait pu résister à l'Eglise et finalement la vaincre qu'en s'alliant au prolétariat. Devenue, grâce à celui-ci, maîtresse de l'Etat, il lui était difficile d'employer instantanément les forces de

(1) Causerie faite le 17 juin 1936 au groupe des « Amis de la *Patrie Humaine* » de Nice.

l'Etat, avec leur rigueur habituelle, contre son allié de la veille. Occasion donc particulièrement favorable que le prolétariat d'alors utilisa à plein par le grand mouvement d'action directe des années 1900 qui devait culminer lors de l'action pour les huit heures du 1er mai 1906.

De même aujourd'hui, c'est au moment où la bourgeoisie est affaiblie par la lutte des fascistes et des parlementaires, et où ces derniers n'ont pu conserver la direction de l'Etat que grâce aux voix ouvrières, que le prolétariat français — avec un sens merveilleux du moment propice — se lance dans le plus formidable mouvement d'action directe qu'il ait jamais mené, en occupant les usines.

Le syndicalisme n'ignore pas non plus qu'il arrive que l'Etat, soit pour endiguer l'action ouvrière, soit pour maintenir égales les conditions de la concurrence entre les capitalistes, croit utile parfois de donner force de loi à certaines revendications ouvrières. Et que cette « législation sociale », comme on l'appelle, peut dans certains cas, par son caractère de permanence relative, être utile au prolétariat. Mais ce que le syndicalisme affirme, c'est que les « lois sociales », quelles qu'elles soient, ne sont jamais élaborées que sous la vigoureuse pression du prolétariat, qu'elles ne sont jamais *qu'une conséquence de son action directe.*

Les preuves en abondent. La loi de 1864 octroyant le droit de grève n'est que l'aboutissement d'une série de grèves « illégales » qui n'avaient pas cessé depuis que le Code Pénal avait fait de la grève un délit; la loi de 1884 donnant une existance légale aux syndicats n'est intervenue qu'alors que, sous le nom de « sociétés de résistance », de « chambres syndicales », etc., les syndicats foisonnaient depuis déjà une vingtaine d'années; la « loi des huit heures » a été « octroyée » par Clemenceau dès le lendemain de la guerre parce que l'action conduite depuis vingt ans par le prolétariat français, à une échelle constamment croissante, en faveur de la journée de huit heures faisait espérer que la légalisation de cette revendication apaiserait la redoutable agitation ouvrière qui accompagna la démobilisation.

Et nous venons à l'instant d'en voir une nouvelle et éclatante confirmation : le gouvernement du Front populaire faisait voter en un tournemain les lois sur la semaine de quarante heures, les congés payés, le contrat collectif avec délégués d'atelier, toutes mesures dont *aucune ne figurait au programme électoral dudit Front populaire.*

Le syndicalisme et la révolution

Tels sont donc les principes généraux du syndicalisme. Mais au mot de syndicalisme est ajouté celui de révolutionnaire. Pourquoi ?

Le syndicalisme est révolutionnaire parce qu'il ne se propose pas seulement de diminuer l'exploitation du prolétariat, mais de la *supprimer.* L'« *abolition du patronat et du salariat* », pour reprendre l'expression qui figure aux débuts des statuts de la C.G.T., est le but fondamental du syndicalisme. Celui-ci se propose de créer, en faisant des syndicats ouvriers les noyaux de l'organisation sociale, une société *égalitaire* où chacun, ayant fait sa part de travail, aura droit à une égale part aux jouissances de la vie.

Or, ce but, le syndicalisme déclare qu'il ne pourra être atteint que par la même voie que celle que le syndicat suit pour l'amélioration immédiate des conditions de vie des travailleurs : celle de l'action directe.

Le prolétariat ne pourra faire *sa* révolution, une révolution qui soit vraiment *sienne,* c'est-à-dire aboutissant réellement à son émancipation par l'abolition de toutes les inégalités sociales, qu'en agissant directement et sur son propre terrain.

Aussi, le syndicalisme voit-il l'arme essentielle de la révolution dans la *grève générale,* qui n'est que l'application généralisée de l'arme dont le prolétariat se sert dans sa lutte quotidienne contre ses patrons.

Et c'est aussi pourquoi le syndicalisme voit l'acte essentiel de la révolution, non pas tant dans la conquête de l'Etat que dans la prise de possession des usines. Certes, il faut abattre l'Etat, gardien des privilèges des classes dominantes, mais toute révolution qui se contenterait de conquérir l'Etat, sans conquérir l'usine, de s'emparer des « leviers de commande » de la politique, sans devenir maître de l'économie, serait, du point de vue de l'émancipation prolétarienne, absolument inopérante : une classe ouvrière qui ne serait pas devenue maîtresse directe de la production n'aurait fait que changer de maître.

Tels sont donc, camarades, si je ne les ai pas déformés — et je ne crois pas l'avoir fait — les traits principaux de cette doctrine du Syndicalisme Révolutionnaire qui s'élabora progressivement au sein des organisations ouvrières françaises, aux alentours de l'année 1900, dans le temps même où se constituait la Confédération Générale du Travail, doctrine intimement liée à l'action syndicale, née d'elle et réagissant sur elle, doctrine qui inspira et propulsa tout le mouvement ouvrier français durant tout son développement du début de ce siècle et qui, pour la première fois, fit comprendre sérieusement à la bourgeoisie française ce que serait la révolution sociale.

Mais on ne donnerait qu'une idée incomplète d'une doctrine et d'un mouvement si on s'en tenait à l'exposé de ses principes; pour les pleinement comprendre, il faut également connaître les conditions historiques dans lesquelles ils sont nés et en apprendre par là leurs raisons d'être.

LES CAUSES DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Le Syndicalisme Révolutionnaire est d'une part et avant tout le produit de l'expérience historique du prolétariat français; d'autre part, il résulte d'une vue intuitive extrêmement remarquable d'un développement social qui n'en était pourtant encore alors qu'à ses débuts.

L'Internationale

Le Syndicalisme Révolutionnaire ne s'est constitué comme doctrine complète que vers 1900, mais ses idées fondamentales et leur mise en pratique sont, en réalité, bien antérieures.

Pour en trouver la toute première origine, il faudrait sans doute remonter jusqu'à la General Trades' Union des années 1830, cet ancêtre anglais de notre C.G.T., et à la grève générale qu'elle tenta dès les débuts de sa brève existence.

Mais si l'on ne veut pas remonter aussi loin et rester en France, c'est à la fondation de l'Internationale, en 1864, qu'on trouve pour la première fois affirmés, avec une clarté qui ne laisse rien à désirer, les principes essentiels qui seront ceux du Syndicalisme Révolutionnaire.

Relisez, en effet, la fameuse déclaration inaugurale par laquelle s'ouvrent les statuts de l'*Association Internationale des Travailleurs,* la « première Internationale » :

« *Considérant que l'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle;*

« *Que pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique...* »

N'est-ce pas là la primauté de l'économique sur le politique, affirmée par le Syndicalisme Révolutionnaire ?

Et l'autre phrase encore plus célèbre, celle qui figure à la première place de la déclaration : « *Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », ne contient-elle pas toute l'action directe ?

Si d'autre part vous relisez le magnifique poème dans lequel Pottier a gravé en formules d'airain les principes de l'Association, qu'y trouvez-vous donc ?

« *Ni Dieu, ni César, ni tribun !* »

« *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !* »

« *Il n'est point de sauveur suprême.* »

Etc., etc...

L'action directe, toujours l'action directe...

Telles étaient les idées de la première Internationale, et telle était aussi sa pratique. La première Internationale ne comprenait en effet pas de groupes politiques et ne s'occupait en aucune manière d'élections; elle était formée seulement de groupes d'études et de « sociétés de résistance », c'est-à-dire de *syndicats*. Son action, en dehors de la propagande, était le soutien des grèves, et particulièrement le soutien *international* des grèves, ainsi qu'on le vit durant la célèbre grève des bronziers de Paris que soutinrent financièrement, grâce à l'Internationale, les ouvriers anglais.

Naturellement, cette attitude apolitique (au sens restreint du mot « politique ») lui valut la haine et les attaques des partis politiques d'alors, dits ouvriers, notamment des blanquistes, tout comme la même attitude valut au Syndicalisme Révolutionnaire et à la C.G.T., durant la première décade de son existence, la haine et les attaques des partis « socialistes ».

L'expérience des révolutions politiques

Mais pourquoi le prolétariat français avait-il élaboré de tels principes ?

La raison en est simple : c'est qu'il avait une expérience inégalée des révolutions politiques.

Il avait fait 89 qui avait proclamé la liberté et l'égalité politiques, il avait fait 1830 qui lui avait donné le régime parlementaire, il avait fait février 48 qui lui avait valu le suffrage universel, et malgré tout cela, malgré toutes ses révolutions faites avec son sang, il était toujours Gros-Jean comme devant : son niveau de vie demeurait aussi bas, son insécurité du lendemain restait aussi totale. Pourquoi ? C'est qu'il continuait à être la chose du patron; c'était donc cela qu'il fallait supprimer; donc primauté de la lutte et de l'émancipation économiques.

D'autre part, toutes ces révolutions, il les avait faites sous la direction d'un parti, et ce parti, une fois vainqueur, se contentait de mettre ses hommes au pouvoir, à la place de ceux du régime renversé, sans plus se soucier du sort de la « masse de manœuvre » qui l'avait porté au pouvoir. Donc ce n'était plus sur un parti, quel qu'il soit, qu'il fallait compter, puisque celui-ci ne songeait, comme il se devait, qu'à ses propres intérêts; c'était sur soi-même et sur soi seul : *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.*

Ainsi, c'est de son expérience des révolutions politiques, expérience spécifiquement française, puisque le XIXe siècle avait été essentiellement le siècle des révolutions françaises, que, dès le Second Empire, la classe ouvrière française tira les premiers principes du Syndicalisme Révolutionnaire.

Et quand, une trentaine d'années plus tard, après s'être remise du grand choc de la Commune, elle les reprit et leur donna leur forme classique, c'est parce que son expérience antérieure s'était enrichie au cours des dernières années. Elle avait vu au 4 septembre l'Empire remplacé par la République, l'élu de Belleville devenir le grand chef du nouveau gouvernement, et ce gouvernement l'avait massacrée; elle avait vu, au 16 mai, les républicains, les « vrais », mettre en fuite Mac-Mahon et autres royalistes camouflés, et jamais son sort n'était devenu aussi misérable. Empire, fausse république ou vraie république, le prolétaire était toujours le prolétaire, crevant à moitié de faim quand il travaillait, et totalement quand il chômait. Le régime politique n'était donc rien, l' « émancipation économique », l'abolition du salariat était tout.

Son expérience de la première moitié du XIXe siècle ayant donc été renforcée par son expérience de la seconde moitié, le prolétariat renforça les principes de l'Internationale, sous la forme du Syndicalisme Révolutionnaire, et créa la Confédération Générale du Travail qui ne groupait plus que des syndicats.

La crainte du « quatrième Etat »

Telle est la raison historique pour laquelle s'est constitué le Syndicalisme Révolutionnaire français. Il en est une autre, qui n'en est d'ailleurs qu'un autre aspect.

Cette raison est que le prolétariat percevait très nettement, dès ce moment, la formation d'une nouvelle couche sociale très désireuse de se servir de lui pour faire sa propre révolution, tout comme le siècle précédent, la bourgeoisie capitaliste s'était servie de lui pour faire ses propres révolutions.

Cette couche sociale, aux contours encore indécis, de nature encore assez indéterminable, le prolétariat l'appelait alors le *quatrième Etat,* par analogie avec le Tiers-Etat.

Ce quatrième Etat s'est depuis lors sensiblement développé. Il n'y fallait guère compter à la fin du siècle dernier que les « avocats sans cause » et les « médecins sans clientèle » que fustigeait Marx; actuellement, on doit y comprendre tous les « techniciens », toute cette bourgeoisie non capitaliste, non propriétaire, qui constitue les cadres de l'état-major administratif et économique du capitalisme, et qui, faisant dès maintenant marcher la machine, voudrait bien en devenir le seul maître, en se débarrassant du capitaliste propriétaire.

C'est cette nouvelle classe, la classe de ceux qui exercent des fonctions de direction, sous le contrôle de plus en plus fictif du propriétaire du capital, de tous ceux qui ont des « diplômes » et qui jugent que ceux-ci leur donnent le droit indiscutable de prélever une dîme sur le travail des « autres » travailleurs — ce sont tous ceux-là, qui s'appellent si modestement les « élites », que le prolétariat syndicaliste pressentait sous la dénomination de « quatrième Etat », et dont il cherchait à se prémunir par avance en construisant par le syndicalisme un mouvement qui soit bien à lui, tel qu'il puisse s'opposer à la consfication de la révolution par la nouvelle classe dont il redoutait les ambitions et les appétits.

Le prolétariat français des années 1900 avait la

perception très nette que les partis politiques qui se proclamaient ses défenseurs n'étaient en réalité que les représentants d'une nouvelle classe de futurs exploiteurs, cherchant à établir, non une société égalitaire, mais une nouvelle domination : la domination des technocrates.

C'est pourquoi l'opposition entre le Syndicalisme Révolutionnaire et les partis politiques n'est pas, comme on a tendance à le croire, une simple opposition de méthodes ou de tactiques, mais une véritable *opposition de classes.*

LA PHILOSOPHIE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Camarades, j'ai terminé l'exposé de ce qui me paraît être l'essentiel des principes du Syndicalisme Révolutionnaire et de leur raison d'être. Mais les analyses, à elles seules, paraissent souvent insuffisantes et, sans doute, vous demandez une conclusion.

Ma conclusion, la voici :

Un philosophe américain a remarqué que chacun de nous, qu'il s'en rende compte ou non, avait une philosophie, et qu'on pouvait ainsi classer les hommes en quelques grandes catégories correspondant aux grandes catégories de philosophies.

Cela est très vrai et c'est vrai aussi des mouvements sociaux, tout comme des individus. Tout mouvement social profond ressort à une philosophie. Le Syndicalisme Révolutionnaire a une philosophie.

Depuis sans doute qu'il y a des hommes, et qui pensent, ils se divisent philosophiquement en deux grands groupes : les *religieux* et les *scientifiques.* Il y a ceux qui espèrent en une puissance extérieure dont ils comptent, d'une manière ou d'une autre, obtenir les bonnes grâces, — et ceux qui ne croient qu'en eux-mêmes.

Il y a ceux qui croient en Dieu, à l'homme providentiel ou au bon tyran! Obéissons! remettons-nous entre les mains des prêtres, de nos maîtres ou de nos « chefs », et ceux-ci sauront assurer notre bonheur! Ceux-là sont les religieux. Même s'ils ne croient pas en Dieu, même s'ils se contentent de croire en saint Staline ou en saint Hitler, ou s'ils comptent sur la bonne volonté d'une quelconque « élite » pour assurer leur bonheur, ce sont des « religieux ».

De l'autre côté, il y a ceux qui savent qu'il n'est pas de « sauveur suprême », de quelque nature qu'il soit; ceux qui savent que *le salut est en eux,* et rien qu'en eux, ceux qui ne comptent que sur eux-mêmes. Ceux-là sont les « scientifiques », ce sont ceux qui maîtrisent la nature par leur propre effort. C'est à cette seconde catégorie qu'appartiennent, de toute évidence, les syndicalistes révolutionnaires. Et l'histoire prouve assez que seule cette philosophie, la philosophie des scientifiques, est féconde.

Mais une telle philosophie ne peut être qu'une philosophie de forts. Aussi le Syndicalisme Révolutionnaire ne peut-il être que la doctrine et la pratique d'un prolétariat fort; le plus ou moins grand développement du Syndicalisme Révolutionnaire se trouve être ainsi la mesure même de la force du prolétariat; il est la mesure de sa capacité d'émancipation. De sorte que l'avenir du Syndicalisme Révolutionnaire dépend de l'avenir même du prolétariat.

Je ne sais ce que l'avenir réserve au prolétariat, mais en tous cas il y a une chose dont je suis sûr, et ce sera ma conclusion :

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes — OU NE SERA PAS.

R. LOUZON.

Contre la défense passive

Nous refusons d'être complices !

« On prépare la guerre sous l'*ahurissant prétexte* de l'éviter.

« Les peuples emploient leurs dernières ressources à *sauver* de la *faillite* les pires industries.

« L'aviation de chasse se reconnaît incapable d'arrêter les avions de bombardement la nuit et même le jour. Il n'est plus guère, pour croire à son efficacité, que les *constructeurs.*

« La défense! Impossible. Le sentiment de sécurité *renforce et consolide le danger.*

« L'oxyde de carbone — qui abonde dans le gaz d'éclairage — traverse *toujours les cartouches* des masques connus.

« L'efficacité des masques quels qu'ils soient est *subordonnée* à l'invention de nouveaux gaz.

« Les caves sommairement aménagées ne constitueront pas des abris, mais *des pièges.*

« Les procédés de protection ne font qu'*aggraver le danger* au delà de toute imagination.

« Pour la population, l'unique moyen efficace en toutes occasions de se préserver des gaz consiste à les *fuir.*

« Pour la population civile, il n'est pas question de combattre, mais *seulement de mourir.* »

MÉDITEZ CES QUELQUES AFFIRMATIONS DU GÉNÉRAL POUDEROUX, chef de la défense aérienne en 1918, pilote de chasse durant la guerre, ancien colonel des sapeurs-pompiers de Paris, technicien compétent.

ET LE GRAND SAVANT PAUL LANGEVIN A ÉCRIT :

« A l'heure actuelle, il suffit de cent avions emportant chacun une tonne d'obus asphyxiants pour couvrir Paris d'une nappe de gaz de vingt mètres de hauteur. L'opération peut être faite en une heure et, s'il n'y a pas de vent, Paris serait anéanti. »

Beaucoup de ceux qui protestaient naguère contre les exercices de défense passive se taisent aujourd'hui, ou même se prêtent à l'odieuse comédie.

NOUS REFUSONS, NOUS, D'ETRE COMPLICES DE CEUX QUI PREPARENT LA GUERRE-!

Car les exercices de soi-disant défense passive n'ont pas pour but d'organiser une impossible défense. Ils ont pour but D'AMENER LE PEUPLE A L'ACCEPTATION DE LA GUERRE EN LUI FAISANT CROIRE, MENSONGÈREMENT, QU'AU COURS D'UNE GUERRE NOUVELLE IL POURRAIT ÊTRE PROTÉGÉ CONTRE LES GAZ.

LA POPULATION CIVILE NE PEUT ÊTRE PROTÉGÉE CONTRE LES GAZ QUE PAR LA « SUPPRESSION DE LA GUERRE ELLE-MÊME ». ELLE NE PEUT TROUVER DE SÉCURITÉ QUE DANS « LA PAIX PAR LE DÉSARMEMENT ».

Ligue des Combattants de la Paix et « Le Barrage ». Rassemblement contre la guerre et le militarisme. Jeunesses Socialistes de la Seine (S.F.I.O.). M. Pivert pour la gauche révolutionnaire du Parti Socialiste (S.F.I.O.). « La Patrie Humaine ». Jeunesses Anarchistes et « Le Libertaire », « La Révolution Prolétarienne ».

LE RÉVEIL DU SYNDICALISME DANS LA LOIRE

FIRMINY

Firminy a un passé de luttes ouvrières qui lui a valu à juste raison le nom de Firminy-la-Rouge.

LA MÉTALLURGIE

Firminy est d'abord une grande cité métallurgique. A l'époque des grandes grèves de 1918 et de 1920, l'énorme majorité des métallos étaient syndiqués. Cela ne devait pas durer, malheureusement : la trahison de certains militants avait fortement compromis l'organisation syndicale ; la scission laissa à la C.G.T.U. un syndicat squelettique qui n'exista bientôt plus que de nom.

Pendant quatorze ans, les métallurgistes restèrent désarmés en face de patrons de plus en plus exigeants. Un véritable régime de terreur régnait dans les grandes firmes Vervié et Holizer qui emploient environ 4.000 ouvriers. Des journées de 18 à 20 francs. Et malheur à l'ouvrier qui faisait connaître ses opinions. C'était la porte séance tenante.

Propagande stérile

Les militants des autres corporations et la Bourse du Travail essayèrent à maintes reprises de constituer le syndicat. Des réunions furent organisées à grand renfort de tracts, d'articles dans la presse locale, avec la participation de ténors confédéraux. Travail vain! Quelques douzaines d'auditeurs, mais toujours pas d'adhésions. La méfiance régnait toujours, fortifiée, il est vrai, par les injures que se déversaient réciproquement unitaires et confédérés.

Des bonnes volontés se font connaître... immédiatement brisées

Nous ne nous décourageâmes pas cependant et nous réussîmes enfin à grouper une demi-douzaine de camarades à la C.G.T. Un syndicat était sur pied. Mais il restait isolé des ouvriers, les articles que nous envoyions régulièrement à la presse restant sans écho.

Si cette faible activité laissait les ouvriers indifférents, il n'en était pas de même à la direction des usines. La simple constitution d'un syndicat gênait ces messieurs. Le secrétaire fut renvoyé et réduit au chômage pendant de longs mois. C'était un avertissement pour ceux qui auraient pu être tentés de prendre leur carte.

L'unité

A la veille de l'unité, le syndicat comptait trente adhérents. Du côté unitaire, rien. Lorsque les fédérations des métaux donnèrent l'ordre de fusionner, nous fûmes très surpris de recevoir une demande d'entrevue signée par le secrétaire du soidisant syndicat unitaire. Inutile de s'attarder sur les contacts qui en résultèrent. Signalons seulement qu'à l'assemblée générale de fusion un camarade ex-unitaire avait droit au vote, avec trois timbres sur sa carte.

Premier éveil

Au lendemain du congrès de Toulouse, le syndicat groupait 300 adhérents. Petit à petit, les métallos reprenaient le chemin de la Bourse du Travail; ils commençaient même à relever la tête. Chez Holtzer, une certaine effervescence se manifesta contre le système Bedaux. Des listes de protestation circulèrent dans l'usine. Une grande réunion fut organisée avec la présence du secrétaire de la Bourse du Travail et de militants unitaires et chrétiens. Les représentants des syndicats développèrent leur point de vue, furent vivement applaudis, mais ils ne participèrent pas à la délégation qui fut désignée pour se rendre à la direction. Les patrons furent impressionnés par ce mouvement et ils supprimèrent le système Bedaux.

La poussée de juin

La confiance semblait renaître, quand un beau matin les journaux nous annoncent le vaste mouvement d'occupation d'usines de la région parisienne. Cette fois, c'est le coup de fouet : le réveil est général. Des discussions animées un peu partout, à l'usine, à l'entrée, à la sortie, dans la rue. Spontanément, les ouvriers de l'usine Verdié dressent des listes de pétition pour le retrait des diminutions imposées au personnel depuis plusieurs années, diminutions allant de 2 à 8 %. Ils ne sollicitent l'aide de personne. Ils tiennent à régler seuls leurs affaires, craignant de compromettre ce premier effort par l'intervention de représentants de la C.G.T. ou de la C.F.I.C., car la C.F.I.C avait quelques adhérents dans la métallurgie. A la première réunion, un bref cahier de revendications est dressé et une délégation composée de délégués d'ateliers est désignée. On n'a pas voulu faire appel aux militants de l'U.D. et de la Bourse du Travail. Est-ce un reste de timidité ? Un souvenir des années de scission ? Les deux peut-être.

Cependant, à la deuxième réunion, des ouvriers réclament et obtiennent l'intervention du secrétaire de l'U.D. Le délégué de la C.F.T.C., se trouvant là, réclama aussi la parole. On le laissa parler le premier. Il fit de belles phrases, mais ne donna aucune indication précise sur ce qu'il convenait de faire pour obtenir rapidement satisfaction.

Tout autres furent les interventions des secrétaires de la Bourse du Travail et de l'U.D. Ceux-ci montrèrent la nécessité d'agir en accord avec les représentants des syndicats C.G.T. qui ont l'expérience des luttes ouvrières. Ils soulignèrent les dangers de formuler les revendications par atelier, ce qui pouvait permettre au patron de semer la division en accordant seulement des avantages là où la résistance s'affirmait avec le plus de force. Ils insistèrent pour l'unification des réclamations et à l'unanimité un cahier unique de revendications fut accepté.

Entrée en masse au syndicat Victoire sans grève

Le lendemain, nouvelle réunion. La grande salle de la Bourse du Travail est trop petite. On se réunit sur la place. « Ça rappelle 1918, l'époque où on se serrait les coudes et où on était forts », murmurait un ancien. Cette fois, la liaison est établie, bien établie, entre les ouvriers et les organisations syndicales. C'est l'unanimité qui réclame la parti-

cipation des militants de la Bourse du Travail et de l'U.D. aux réunions et au comité revendicatif.

Pendant cette réunion, une dizaine de permanences avaient été organisées. Les adhésions affluaient.

Quelques jours après, la direction accordait entièrement satisfaction aux représentants des ouvriers. Les délégués d'atelier étaient reconnus, sans attendre l'application de la loi sur les contrats collectifs.

Tout de suite après les mêmes avantages étaient accordés à l'usine Holtzer.

Dans de nombreuses petites usines, le patron se fit tirer l'oreille. Les ouvriers occupèrent l'usine en accord avec le syndicat et la Bourse du Travail. Après quelques jours de grève, tous avaient satisfaction.

Aujourd'hui, le syndicat des métaux groupe 3.500 ouvriers. A côté des anciens, de nombreux jeunes, des « nouveaux » sont à sa tête, tous dévoués et actifs. Les patrons, devant une telle force, ne pourront plus traiter leurs salariés comme des bêtes de somme. L'ouvrier a repris conscience de sa valeur et de sa force.

LES MINES

Le nombre de mineurs occupés dans les mines, à Firminy, a diminué considérablement depuis avant guerre : fermeture de puits, exploitation renforcée du côté de Roche-la-Mollère.

Dans cette corporation, le syndicat a toujours été puissant. La scission ne l'entama pas en 1922. Par la suite, un syndicat unitaire fut constitué, mais il ne vécut que quelques mois. Le syndicat confédéré tenait bon; il restait bientôt le seul syndicat important chez les mineurs de la Loire.

Nécessité de respecter l'incompatibilité entre fonctions politiques et syndicales

A un moment donné, il a été assez fortement bouleversé cependant. C'était pendant les dernières élections municipales. Plusieurs membres du Conseil d'administration furent candidats, et sur des listes de partis différents. Des militants, qui jusqu'ici s'estimaient et étaient restés fraternellement unis, en arrivèrent bientôt, pendant la campagne électorale, à s'injurier. Certains étaient accusés d'être mêlés à des tractations avec des adversaires de la classe ouvrière. La lutte commencée dans le domaine politique allait se poursuivre à l'intérieur du syndicat.

Grâce à l'énergie et au sang-froid de quelques militants, le mal put être enrayé. Mais la leçon avait porté. A l'avenir, de tels faits ne pourront se renouveler : le syndicat a introduit dans ses statuts un article interdisant à tous les membres du Conseil d'être candidats aux élections ou de faire partie du bureau d'un parti politique.

Les Croix de Feu à l'œuvre

En juin, les mineurs firent accepter leurs revendications sans cessation de travail. Une convention fut signée entre le Comité des Houillères et les représentants des syndicats. Dans les meetings qui suivirent, les mineurs se montrèrent satisfaits. Mais, un beau jour, les mineurs de La Ricamarie cessent subitement le travail. Poussés par des agitateurs inconnus, ils réussissent même à se procurer le drapeau du syndicat. Les voilà partis sur Firminy pour élargir le mouvement. Les mineurs, surpris, remontent. Ils croient d'abord exécuter un ordre du syndicat. Mais voilà qu'on critique violemment les militants du syndicat. Cela ne durera pas, heureusement. A la réunion, il fallut s'expliquer. Nos camarades n'eurent pas de peine à dénoncer le rôle louche de ces agitateurs qui arrêtaient les compresseurs, risquant ainsi de causer la mort de nombreux mineurs. Un militant ouvrier ne prendrait jamais une telle initiative. Il était bien évident qu'on avait affaire à des provocateurs. Les mineurs le comprirent et jetèrent à la porte, sans douceur, les faux fères qui avaient essayé de les tromper.

Le syndicat n'a pu être entamé. Au contraire. Des adhésions nouvelles sont enregistrées chaque semaine. Les 1.000 adhérents sont dépassés, soit environ 80 % des effectifs. Dans tous les puits, les directives du syndicat sont scrupuleusement suivies. Un excellent esprit de solidarité règne : il ne se passe pas de paye sans qu'une collecte ne soit faite en faveur d'un camarade dans la misère; toute mise à pied injustifiée provoque l'arrêt complet du travail jusqu'à ce qu'entière satisfaction soit donnée.

LE BATIMENT

Ici, comme aux métaux, la scission avait réduit le syndicat à néant. Les événements de juin allaient permettre le regroupement total des gars. Un cahier de revendications modestes fut déposé à la Chambre patronale, mais celle-ci ne voulut pas le prendre en considération. Ce fut la grève, décidée à l'unanimité.

A Firminy, il n'y a que de petites entreprises : un ou deux ouvriers en général, et la grève sur le tas est à peu près impossible. On s'en tint donc à la traditionnelle forme de lutte. Des piquets de grèves fonctionnaient partout. Aucune défection, malgré que le moment fût mal choisi, les ouvriers venant de subir un long chômage à cause du mauvais temps. Les patrons, qui avaient refusé de recevoir toute délégation au début, en furent réduits à demander une entrevue au syndicat. Entrevue sans résultat, d'ailleurs, de sorte que les ouvriers s'organisèrent pour une résistance de longue durée. Avec le produit de collectes, une soupe populaire fut créée; elle permit de donner à manger à tous les grévistes et à leurs familles. Devant une telle volonté de lutte, les patrons ne tardèrent pas à capituler. Après trois semaines de grève, les gars du bâtiment avaient entière satisfaction.

Les patrons avaient signé, mais il s'en est trouvé qui n'ont pas voulu appliquer intégralement la convention. Ils ont été appelés devant le Conseil des Prud'hommes et ont été condamnés. D'autres ont tenté de renvoyer des syndiqués, mais ils ont dû reculer, grâce à l'esprit de solidarité qui anime tous les gars du Bâtiment.

LE TEXTILE

A Firminy, une usine de rubanerie : l'usine Araud, occupe de trois à quatre cents ouvrières. Aucune réunion n'y avait pu être organisée par la C.G.T. dans le passé. Il y existait cependant un syndicat chrétien, assez influent parce qu'il groupait la plupart des agents de maîtrise.

Un beau matin, pourtant, le secrétaire de la Bourse du Travail était appelé de toute urgence à l'usine. Les ouvrières venaient d'arrêter le travail et restaient dans l'usine. Le patron, désireux sans doute de connaître l'opinion de ses collègues, refusa de recevoir la délégation conduite par le secrétaire de la Bourse du Travail et lui donna rendez-vous

pour le soir. En attendant, la Bourse du Travail assura le ravitaillement des ouvrières. Le conflit ne dura pas; au retour du patron, après deux heures de discussion serrée, les ouvrières obtenaient satisfaction.

Mais, au moment de signer, un incident survint. Tandis qu'un agent de maîtrise se présente tout essoufflé pour signer le contrat au nom du syndicat chrétien, des cris s'élèvent de la cour de l'usine. Ce sont les autres chrétiens qui sautent le mur et qui jouant des coudes et des poings, essaient de se frayer un chemin parmi les ouvrières qui s'opposent à leur passage.

Tant de violence était bien inutile. Le secrétaire de la Bourse du Travail refusa de laisser signer ces prétendus défenseurs des ouvrières qui avaient brillé par leur absence pendant la grève. Il fut d'ailleurs approuvé frénétiquement par les ouvrières quand il leur annonça la victoire et leur fit le compte rendu de l'entrevue. Les chrétiens voulurent bien essayer de s'expliquer, mais ils ne purent; les ouvrières indignées les menaçaient même de les expulser avec tous les honneurs dus à des jaunes.

Un syndicat fut constitué. Il groupe l'énorme majorité des ouvrières.

LA TACHE D'AUJOURD'HUI

D'autres conflits ont éclaté dans le gaz, l'ameublement, l'habillement. Ils se sont tous terminés en faveur des ouvriers.

A l'heure actuelle, l'énorme majorité des ouvriers de Firminy sont syndiqués. Une tâche immense s'impose à tous les militants qui les animent.

Il s'agit d'abord de conserver à chaque syndicat ses effectifs actuels, voire même les développer.

C'est possible. Il importe pour cela d'associer le plus possible chaque syndiqué à la vie de son syndicat, de sa bourse du travail, de sa fédération, de la C.G.T. Il faut profiter de toutes les occasions pour attirer leur attention sur les grands problèmes qui se posent au monde ouvrier en ce moment et les appeler à réfléchir sur le rôle que peut être appelée à jouer la classe ouvrière.

L'écueil à éviter, celui que ne surent pas éviter les syndicats unitaires, c'est l'introduction des querelles politiques dans le syndicat, que cela se fasse ouvertement comme après 1925 dans la C.G.T.U. ou par d'habiles manœuvres. Les syndicats ne grouperont la majorité des ouvriers qu'autant qu'ils resteront pleinement indépendants, qu'autant qu'ils sauront éviter de se lier ou de se confondre avec des partis ou des sectes philosophiques. Pour cela pas de cumuls de fonctions, pas d'intervention dans les luttes politiques, pas de manœuvres pour s'emparer des postes dits dirigeants (alors qu'ils doivent être « exécutants »). Toute déviation serait habilement exploitée par les syndicats chrétiens et les syndicats professionnels français. Nous ne serions pas prêts de récupérer les départs; nous risquerions de décliner au profit de nos pires adversaires.

Nous avons un travail immense à faire. Il nous manque des militants. Formons-en. Les jeunes sont venus à nous, cette fois, pleins d'ardeur. Faisons-les participer activement à la vie syndicale; initions-les aux problèmes sociaux dans des cours ouverts à tous les syndiqués dans nos bourses du travail.

Evidemment, c'est aux unions locales qu'incombe en premier lieu la propagande syndicale et l'éducation des syndiqués, de même que ce sont elles qui prennent une part prépondérante dans les luttes qui se déroulent dans leur rayon. Nous venons d'en faire l'expérience. Or elles sont sans ressources bien souvent, ou pourvues de ressources insignifiantes. Alors que 1 fr. 90 ou plus peuvent aller à une fédération qui joue un rôle assez limité, 0 fr. 10 et moins iront à une U.L. C'est insuffisant. Sans prévoir une augmentation de cotisation, des modifications peuvent être apportées dans la vie syndicale.

Nous ne prétendons pas résoudre le problème. Nous le posons seulement après les quatre mois d'activité syndicale intense que nous venons de vivre et au moment où nous nous efforçons de « consolider et d'améliorer nos positions ».

Louis NAVANT.

Deux ordres du jour

A tous ceux qui sont demeurés syndicalistes !

Cette nuit (le 16 octobre) aura lieu une alerte de défense passive à Paris. Et c'est avec un étonnement douloureux que nous constatons que la presse ouvrière tout entière est muette sur cette mobilisation des consciences préparant l'autre mobilisation, définitive et mortelle.

Plus. Dans un communiqué du Ministère de l'Air, on apprend que les organisations syndicales ont décidé d'un « commun accord » (!!!) de prêter leur entière collaboration.

Nous voudrions savoir quand et comment les syndiqués ont été consultés à ce sujet.

On nous a assez répété qu'en 1914 les syndicats avaient trahi. Au moins, ils avaient attendu le dernier jour !

D'autre part, nous constatons que c'est un gouvernement de Front populaire qui prend l'initiative d'une telle préparation idéologique à la guerre en créant par cette alerte une véritable psychose de guerre.

Il n'y a pas si longtemps, la presse ouvrière publiait des articles de Langevin et de Pouderoux affirmant qu'il n'y avait aucun moyen de lutter contre la guerre aéro-chimique. Qui trompe-t-on aujourd'hui ?

Camarades syndicalistes, exigez de vos responsables qu'ils luttent contre la guerre autrement qu'en préparant l'*Union sacrée !*

UN GROUPE DE 300 SYNDIQUÉS MÉTALLURGISTES DE L'A.O.I.P.

◇◆◇

Faire évacuer les usines par la police, c'est faire le lit du fascisme

Le Comité local de propagande et d'action syndicales des Lilas, réuni en commission exécutive le 14 octobre 1936,

Elève sa protestation la plus vive contre l'évacuation forcée par la police de la chocolaterie des Gourmets, à Paris;

Tient à souligner la contradiction existant entre de tels actes et les déclarations répétées des membres du Gouvernement affirmant que celui-ci tire du soutien de la classe ouvrière sa force et ne peut rien sans elle;

Est persuadé que, dans les circonstances actuelles, tout acte contre la classe ouvrière, qui seule peut barrer la route au fascisme, signifie une avance du fascisme.

Ami parisien, sois présent à notre causerie, mercredi 28, à 20 h. 30, 18, rue Parmentier, Paris (10e).

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Guerre du fascisme contre la démocratie ? Non ! Guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat

On dit couramment que la guerre civile espagnole met aux prises les Etats fascistes (Italie, Allemagne, etc.) et les Etats démocratiques (France, Angleterre, etc.). C'est peut-être d'une grande « habileté », mais c'est faux. Il n'y a pas, à l'égard de la guerre espagnole, deux fronts : le front fasciste et le front démocratique. Il n'y a qu'un front : le front bourgeois, comprenant aussi bien les Etats anglais et français que les Etats italien et allemand.

Si, au début, on a pu avoir quelque doute à cet égard, ce n'est maintenant plus permis. La comédie du Comité de non-intervention a trop duré pour que l'hypocrisie de la soi-disant « neutralité » n'éclate pas à tous les yeux.

Nous avons signalé déjà (*R. P.* du 10 septembre) que l'Angleterre avait pris position pour les rebelles dès le premier jour — ce qui rendait infiniment probable qu'elle était l'une des instigatrices du mouvement. Matériellement et diplomatiquement, l'Angleterre bourgeoise et diplomatique n'a pas cessé d'être le principal soutien des rebelles espagnols : elle l'est matériellement parce que c'est le Portugal qui assure aux rebelles, directement ou indirectement, la plus grande partie de leurs fournitures, et que le Portugal n'est qu'une colonie anglaise dont le dictateur Salazar ne serait pas capable de se maintenir quinze jours au pouvoir sans l'appui de l'Angleterre; elle l'est diplomatiquement parce qu'elle est l'instigatrice de la comédie de la « non-intervention » et du chantage à la guerre dont elle l'a accompagnée et parce qu'il ne se passe guère de jour sans qu'elle invente quelque nouvelle chose pour faire durer la comédie; ce front commun de l'Angleterre démocratique avec les Etats fascistes se trouve illustré publiquement d'une manière frappante par les séances du Comité administratif de Tanger, durant lesquelles le représentant de l'Angleterre se joint constamment aux représentants des Etats fascistes pour voter les mesures qui mettent la zone internationale de Tanger sous la domination de fait de Franco.

Ce qui est vrai du gouvernement anglais est également vrai du gouvernement français.

Il y a peut-être des gens qui ont pu croire de bonne foi que la « non-intervention » était réellement la non-intervention et que c'était au bénéfice de la République espagnole qu'on privait les insurgés de matériel de guerre, tout en privant également les forces loyales. Mais après ces trois mois durant lesquels on a vu nombre d'Etats procéder à un ravitaillement intensif des insurgés sans que le gouvernement français fasse le moindre geste pour lever tant soit peu le blocus auquel il soumet de son côté le gouvernement espagnol, personne de bonne foi ne peut plus douter.

Malgré tous les trémolos dans la voix et les larmoiements du grand comédien Blum, la politique suivie en fait par le gouvernement français, officiellement et non-officiellement (1), est exactement celle réclamée par les Bailby et les Kérillis : ravitailler d'autant moins le gouvernement espagnol que les autres Etats ravitailleront davantage les rebelles.

Dans son discours de Luna Park, Blum disait qu'il ne pouvait dénoncer l'accord de non-intervention parce qu'aucune violation de cet accord depuis leur signature par les autres puissances n'avait été prouvée. Ou ces paroles n'avaient pas de sens, ou elles signifiaient que si des violations se produisaient la France dénoncerait l'accord. Or, depuis cette date, il s'est produit les révélations de Del Vayo à Genève et le représentant du Portugal a cru devoir quitter le Comité de non-intervention plutôt que de tenter la moindre réfutation des preuves d'intervention apportées contre son pays, et Blum... est resté inerte et muet (2). Non seulement il a maintenu dans toute sa rigueur le blocus contre la République, mais il n'a même pas fait savoir que si les faits dénoncés par le ministre espagnol étaient vrais, la France serait déliée des engagements qu'elle avait pris, encourageant ainsi par son silence, autant que par son inertie, Allemagne, Italie, Portugal à continuer leurs « interventions ».

Ainsi, quand Blum arguait qu'il ne pouvait dénoncer l'accord de non-intervention parce que les autres ne l'avaient pas violé, ce n'était qu'un pur prétexte. Sa défense était entièrement construite sur un monstrueux sophisme, celui que nous avons dénoncé en son temps, et sur un trompe-l'œil que les faits dénoncent aujourd'hui.

Alors, je vous le demande, quelle différence y a-t-il dans l'attitude à l'égard de la République espagnole des Etats fascistes et des Etats démocratiques ? Aucune. Ils ont, les uns et les autres, soutenu les rebelles contre la République, les Etats fascistes selon leur mode particulier qui est le cynisme et la brutalité, les Etats démocratiques avec leur caractéristique propre : l'hypocrisie.

La situation actuelle se trouve être la réplique exacte de celle de 1918. En 1918, à l'appel de la France et sous la conduite de Clemenceau, ce parfait représentant de la bourgeoisie française, l'Europe entière organisait le blocus de ce qui était alors la République des Soviets; aujourd'hui, à l'appel de la France, sous la conduite de Delbos, ce non moins parfait représentant de la bourgeoisie française (et qui appartient d'ailleurs au même parti que Clemenceau), l'Europe entière organise le blocus de la République espagnole.

Mais le blocus de la Russie n'a pas tenu. L'effort soutenu du prolétariat mondial en a eu raison. Nous avons déshonoré le blocus clemenciste, et celui-ci a fini par s'effondrer; il nous faut aujourd'hui déshonorer le blocus d'Yvon Delbos.

---

(1) Certains camarades pensent que le blocus français n'est qu'une façade derrière laquelle « il se passe quelque chose ». Qu'ils se détrompent ! Le blocus est bel et bien effectif. On comprendra qu'il est difficile de préciser. Indiquons seulement que dans tous les ports il y a du matériel en panne depuis des mois.

(2) Pardon ! il a fait quelque chose : il a fait supprimer le discours de Del Vayo à Genève par le *Populaire*.

L'illusion de « la révolution dans un seul pays »

Mais pourquoi cette Sainte-Alliance de tous les pays d'Europe contre l'Espagne? C'est parce que l'Espagne, c'est la Révolution.

Nous n'étions pas les seuls à savoir que Azana ne représentait rien, que la seule force du « Frente popular » c'était la classe ouvrière et que, bon gré mal gré, les républicains bourgeois espagnols devaient se soumettre à elle ou se démettre. La bourgeoisie internationale, craignant qu'ils ne se soumettent, a voulu les « démettre » : ce fut le coup du 19 juillet. Depuis lors, les craintes de la bourgeoisie internationale ont trouvé largement de quoi se renforcer : la façade bourgeoise de la République espagnole s'est presque totalement écroulée, et c'est la Révolution prolétarienne qui est apparue.

Dès lors, *conformément à tous les précédents historiques*, la Révolution espagnole devait trouver groupés contre elle toutes les bourgeoisies et tous les Etats bourgeois, depuis ceux de « front populaire » jusqu'à ceux fascistes, en passant par les conservateurs parlementaires à l'anglaise.

Car la solidarité internationale de la bourgeoisie n'est pas une simple phrase de meeting ou un argument de propagande, c'est le fait le plus certain, le plus solide, le plus constant qui soit. Bien plus que les prolétaires, les bourgeois *n'ont pas de patrie*. Ils luttent coffre-fort contre coffre-fort pour arrondir le leur aux dépens du voisin tant qu'ils n'ont pas de craintes pour l'existence même du coffre-fort, mais dès que celle-ci est en un point quelconque menacé, ils accourent tous, quelles que puissent être leurs divergences antérieures ou présentes, pour faire front contre l'ennemi commun.

Voyez l'histoire!

Sans parler de la Révolution française où les privilégiés d'alors dressèrent déjà toute l'Europe contre la nouvelle classe qui proclamait en France son émancipation, rappelez-vous les exemples classiques : c'est Bismarck qui, les préliminaires de paix à peine signés, s'empresse de rendre à Thiers les soldats français prisonniers, afin que ceux-ci puissent constituer l'armée qui égorgera la Commune; c'est Foch qui, dès l'armistice, laisse à ceux que la veille on écrasait sous le canon un nombre considérable de mitrailleuses afin qu'ils puissent se défendre contre les spartakistes; c'est Franchet d'Espérey armant le Hongrois, ennemi de la veille, pour qu'il écrase Bela Kuhn; à une échelle plus grande, c'est le blocus de la Russie alors soviétique et l'intervention armée, contre elle, de la France et de l'Angleterre.

C'est aujourd'hui, dans les mêmes circonstances et pour les mêmes raisons, le blocus de l'Espagne républicaine par l'Europe et l'intervention armée, contre elle, de l'Italie et de l'Allemagne.

Cette solidarité internationale de la bourgeoisie rend inextricable la position de nos camarades « pacifistes par-dessus tout ».

Il y a un pacifisme qui se tient, un pacifisme logique, c'est celui qui exclut la Révolution, celui qui se refuse à la violence en toute circonstance : celui de l'Evangile, des Hindous, des Doukhobhors. Le pacifisme qui consiste à tendre la joue gauche lorsqu'on vous a frappé la joue droite... On peut considérer à volonté que ceux qui le pratiquent sont des héros ou des piqués; il n'est, en tout cas, pas dépourvu de grandeur, car il a la caractéristique de la grandeur : la logique et la cohérence.

On ne saurait en dire autant du pacifisme qui prétend se concilier avec la Révolution. La Révolution, qu'on le veuille ou non, c'est une guerre. Et, qu'on le veuille ou non, c'est, du fait de la solidarité internationale de la bourgeoisie, non pas seulement une guerre civile, mais aussi une guerre « étrangère ». Car c'est une guerre de classes, et les classes n'ont pas de patrie.

Quoi qu'en pensent ces pacifistes, l'alternative devant laquelle nous nous trouvons obligatoirement, devant laquelle les faits nous mettent, n'est pas : *la paix ou la guerre*; mais : *notre* guerre ou *leur guerre*.

Notre guerre, si nous faisons ou même seulement amorçons la Révolution, car les Etats bourgeois étrangers se dressent aussitôt contre nous aussi bien que notre propre bourgeoisie; *leur* guerre, si, moutons bien sages, nous effrayons si peu nos maîtres qu'ils peuvent sans crainte nous mettre des fusils entre les mains, afin de régler avec notre peau leurs propres différends.

Et si, au moment décisif, nous reculons devant la guerre sociale contre l'étranger, sous le prétexte qu'il est étranger, le résultat est le même que si, au moment décisif, nous reculons contre nos ennemis de l'intérieur : c'est à brève échéance une attaque à fond par laquelle l'ennemi se venge de la peur qu'il a eu, en réglant son compte au prolétariat.

Là encore, voyez l'histoire! l'histoire toute récente de l'Europe centrale.

Si, de 18 à 23, la social-démocratie allemande a employé toutes ses forces à écraser la Révolution allemande au lieu de la faire, c'est, en premier lieu, par crainte d'une intervention armée de la France si le « bolchevisme » s'installait à Berlin; ne faisant pas la Révolution, elle a dû faire avec le « Centre » et les libéraux le premier « front populaire », qui a conduit au fascisme, parce que le front populaire conduit au fascisme du fait que cherchant à combiner des classes antagonistes, il les mécontente toutes.

Plus caractéristique peut-être encore est le cas de l'Autriche, alors que la social-démocratie encore toute-puissante tenait le fascisme à la gorge lors des premières journées de Vienne, et qu'il desserra son étreinte par crainte d'une intervention italienne.

La lâcheté à l'égard des bourgeoisies étrangères conduit au même résultat que celle à l'égard de sa propre bourgeoisie : au désastre pour le prolétariat.

Les cas intermédiaires

Cela ne veut pas dire qu'il soit toujours très facile de distinguer la guerre étrangère sociale de la guerre étrangère nationale ou impérialiste. Il arrive en effet que les deux caractères se trouvent mêlés.

Prenons l'époque qui, à cet égard, est la plus riche d'enseignements : celle de la Révolution russe.

Lorsque les troupes françaises marchaient sur Odessa et que les navires français patrouillaient en mer Noire, pas de doute possible, car le prolétariat russe se trouvait en face d'une guerre de classe exclusivement; il était bien certain, en effet, que la France ne faisait pas cette guerre dans des buts « impérialistes », pour s'emparer d'un quelconque territoire russe, mais avec un but social exclusivement : renverser le bolchevisme.

Pour la guerre avec la Pologne, la chose n'était déjà plus aussi simple : il est bien certain que lorsque Pilsudski entrait à Kiev, il agissait comme soldat de la bourgeoisie européenne chargé de renverser le « bolchevisme », mais il est non moins certain qu'il agissait aussi comme Polonais voulant reconstituer la « grande Pologne » par annexion

de l'Ukraine. Du fait de ce caractère en partie national et impérialiste de la guerre polonaise, le prolétariat russe aurait-il dû refuser le combat ? Qui de nous aurait jamais osé alors soutenir une pareille thèse ? Qui de nous n'a vu que malgré son caractère en partie impérialiste, la guerre de Pilsudski était avant tout une guerre sociale, et que c'eût été pour les Russes trahir la Révolution que se refuser de faire contre le voisin étranger une guerre sociale qui était aussi pourtant une guerre de « défense nationale ».

A côté des complications dues aux faits eux-mêmes, il faut tenir compte aussi de celles dues aux hommes, dues à ce qu'on appelle, à tort ou à raison, « l'habileté politique ».

Précisément, parce que la guerre sociale internationale est une vérité, il existe d' « habiles politiques » qui se servent de cette vérité pour camoufler en guerres sociales des guerres qui sont purement nationales. Le stalinisme nous en fournit depuis quelques années un remarquable exemple lorsqu'il prétend camoufler en une guerre de la « démocratie » contre le fascisme, l'antique conflit germano-slave. De même d'ailleurs qu'Hitler lorsque pour camoufler lui aussi ce même conflit il cherche à se poser en rempart du capitalisme contre un « bolchevisme » dont le capitalisme n'a depuis longtemps plus rien à craindre.

Mais qui peut être vraiment dupe d'artifices aussi grossiers ? Qui peut voir dans l'antifascisme du nouveau tsar comme dans l'antibolchevisme du nouveau kaiser autre chose qu'une nouvelle phase du conflit qui fit se heurter il y a 22 ans les chefs du germanisme de Berlin et de Vienne avec le chef du tsarisme de Pétersbourg pour la domination de la zone intermédiaire.

Ainsi la distinction entre les guerres sociales de nation à nation et les guerres réellement nationales peut ne pas apparaître immédiatement dans certaines espèces particulières, elle n'en existe pas moins, tout comme existe la différence entre bourgeois et prolétaires, bien qu'il y ait des catégories intermédiaires dont il est difficile de dire à première vue si elles sont bourgeoises ou prolétaires, et bien qu'il y ait aussi des bourgeois qui s'accoutrent en prolétaires.

Ce n'est pas parce que, pour s'éviter la peine d'avoir à distinguer, on niera la distinction, qu'on y verra plus clair.

Geste d'hypocrisie ou opération d'envergure

C'est l'oubli de ces notions élémentaires qui donne actuellement au stalinisme la plus belle occasion d'action internationale qu'il ait encore jamais eue. En mettant la paix au-dessus de la Révolution, en agissant comme s'ils pensaient — et sans doute le pensaient-ils, car sinon ils auraient agi autrement — : « Périsse la révolution espagnole, pourvu que nous ayons la paix », les prolétariats anglais et français ont fourni au stalinisme la possibilité d'un énorme succès.

Il est encore difficile de déterminer, au moment où j'écris, l'exacte portée du geste russe au Comité de non-intervention. Un geste uniquement ? Ou le début d'une action ? Le lendemain de la séance du Comité d'intervention, le *Times* déclarait qu'il ne s'agissait que d'un simple geste qu'il ne fallait pas prendre au sérieux, mais peut-être l'organe de la Cité prenait-il ses désirs pour des réalités ? Par contre, le Rio-Tinto, dont le cours des actions est le meilleur indice des chances que la finance franco-anglaise suppute aux rebelles, baissait de 200 francs en 48 heures après la protestation russe, mais il a remonté de 400 depuis.

Le plus probable est qu'il ne s'agit que d'un simple geste, une de ces manœuvres hypocrites dans lesquelles sait si bien exceller la diplomatie stalinienne, car l'hypocrisie qui n'est pour les démocraties capitalistes qu'un trait de nature, est un système systématiquement appliqué au pays qui a fait de la doctrine de Loyola son bréviaire politique. On l'a bien vu encore tout récemment lorsque Staline se fit une arme de la levée du blocus pour tenter d'établir en France le gouvernement de ses rêves, un gouvernement d'union sacrée : le gouvernement du « front national ».

Nous sommes donc payés pour nous méfier.

Mais si nous nous trompons, si, soit de propos délibéré, soit parce qu'entraînée par l'engrenage des faits, la Russie stalinienne est réellement décidée aujourd'hui à faire lever le blocus ou, à tout le moins, à le lever en ce qui la concerne, elle aura gagné la plus difficile partie qu'il lui était donné de jouer en Europe : du prolétariat le plus rebelle au stalinisme, elle aura fait un prolétariat qui la considérera — et à juste titre — comme son sauveur; or on est toujours assez disposé à se soumettre à celui qui vient vous sauver alors que tout le monde vous accable !

En voulant, soi-disant, ne pas faire le jeu du stalinisme en réclamant la levée du blocus, on lui aura assuré sa plus grande victoire.

Le coup de pied de la Belgique

La poursuite de l'immense conflit social que la bourgeoisie internationale livre au prolétariat espagnol n'empêche pas les conflits nationaux de poursuivre leur petit bonhomme de chemin; au contraire, ils en accélèrent la course.

Sur le plan des conflits nationaux, entièrement distinct donc du précédent, nous avons eu un événement important, le discours du roi des Belges, plus important encore par la situation générale qu'il révèle que par le changement qu'il apporte dans les situations respectives de la Belgique et de la France.

Il est, en effet, la première manifestation d'envergure de ce que nous avions fait prévoir depuis la guerre d'Ethiopie, et qui n'est que le déroulement de ce que les métaphysiciens appellent la « justice immanente ».

La raison de fond de la nouvelle neutralité belge, on la connaît, la *R.P.* a depuis longtemps appelé l'attention sur elle : c'est ce qu'on appelle la question flamande, ou, plus concrètement, la question d'Anvers. Anvers est le débouché de la Rhénanie; Anvers est, tout autant que Rotterdam, le port du Rhin : il assure à la Rhénanie l'apport de ses aliments et lui assure l'exportation de ses produits manufacturés. Anvers est donc étroitement lié à l'Allemagne, si étroitement lié qu'un petit groupe de « flamingants » n'hésita pas, lors de la grande guerre, à encourir les supplices et la mort, en prenant fait et cause pour l'Allemagne contre la France. L'actuelle affirmation de neutralité n'est que l'expression de la victoire finale des « frontistes ».

Mais si la Belgique commerciale est tournée vers l'Allemagne, toute la Belgique métallurgique et minière est tournée vers la France, et Anvers aurait pu sans doute encore longtemps attendre sa victoire si l'Etat français n'avait pas suivi la folle politique de la guerre d'Abyssinie et de la guerre d'Espagne.

Avec cette imbécile vanité qui caractérise les Français et qui fait de nous la risée de l'étranger, nous nous imaginons, toutes classes hélas! réunies, qu'on nous doit tout. Tels les vieilles coquettes sur le tard — ou, si vous préférez, tels les Athéniens de la décadence — les Français estiment que l'on doit être très honoré de leur rendre hommages et services, alors qu'eux non seulement ne sont tenus à rien donner en échange, mais sont même autorisés à commettre toutes les saloperies.

C'était sur ce principe que la France fondait ce qu'elle appelait la « sécurité collective ». La « sécurité collective » voici comment elle la comprenait : tout le monde devait venir à son secours, et elle n'avait à aller au secours de personne.

Mais si c'est ce que les Français pensaient, ce n'était pas ce que les autres pensaient; ceux-là avaient pris, eux, au sérieux la sécurité *collective* du pacte de la S.D.N.

Aussi quand ils virent l'Etat français, à deux reprises successives, à moins d'un an de distance, sous deux gouvernements d'étiquettes opposées, non seulement se refuser aux engagements qu'il avait souscrit dans le pacte, mais donner le signal de leur violation, ils comprirent...

Lorsqu'ils virent la France de Laval saboter systématiquement les efforts de l'Angleterre pour établir des sanctions efficaces capables de sauver l'Abyssinie, ils commencèrent à comprendre qu'ils n'avaient rien à attendre de la France pour les sauver d'un agresseur. Et lorsque, quelques mois après, ils virent la France de Blum inviter toutes les nations à violer l'article du pacte faisant obligation à chacune d'elles d'aider le gouvernement régulier espagnol, ce qui pouvait rester encore de doute en leur esprit disparut définitivement. Ils voient toute la mystification qu'était cette S.D.N. qui devait assurer la sécurité à chacun et que la France n'avait en réalité mise debout que pour assurer sa propre sécurité, à l'exclusion de toute autre.

D'où, durant les derniers mois, les multiples manifestations d'« indépendance » des pays de la Petite-Entente, le débarquement de Titulesco par exemple, et, finalement, le discours de Léopold.

Ayant abandonné tout le monde, s'étant empressée, pour assurer « sa paix », de poignarder ses meilleurs amis, il était inévitable que « la France » fût abandonnée à son tour par tout le monde.

C'est ce qui aujourd'hui lui arrive; et c'est justice! C'est la justice immanente...

La lâcheté ne réussit pas mieux aux Etats qu'aux classes.

R. LOUZON.

LA VÉRITÉ SUR L'U. R. S. S.

DERNIÈRES NOUVELLES

En ce qui concerne la répression sévissant en U.R.S.S. beaucoup semblent trop à l'affût de nouvelles sensationnelles et se laissent aller, en pratique, à n'attacher de l'importance qu'à l'arrestation de personnalités éminentes. Ils réduisent ainsi notre devoir et concentrent l'attention du public sur les victimes de « marque ».

Le lecteur, désorienté, tendra inévitablement à conclure que, si on ne fusille pas Radek, la répression n'aura pas été trop terrible.

Or, la réalité est tout autre et il faut le répéter sans relâche : Actuellement, la vague de répression déferle sans bruit sur l'immense pays; elle écrase froidement chaque jour des Pierre et des Paul inconnus dont aucune presse ne parle — en Occident, hélas ! comme en U.R.S.S. —; elle extermine ceux qui, dans un monde renouvelé de l'Inquisition, ont vraiment affirmé la volonté des travailleurs, sans aliéner leur propre dignité.

Non, ce ne sont ni un Radek, ni un Piatakov, qui, hier encore, accablaient bassement leurs infortunés camarades, qu'il faut *surtout* sauver, mais des centaines de forces nouvelles, jeunes pour la plupart, qui ne jouent aucune comédie de repentants et tombent sans courber la tête. Ce serait une injustice flagrante de faire passer ceux-ci après ceux-là.

Et ceux qui croient défendre à la fois les uns et les autres, ou bien les uns par les autres, ont le grand tort de ne parler que des uns et de faire écho au silence cynique de Staline quant à l'hécatombe des autres.

Voyons, comment peut-on imaginer que Staline courrait aussi facilement le risque d'un procès public pour des révolutionnaires qu'il saurait vraiment dangereux pour lui ? Car, tout de même, au procès, il eût suffi qu'un seul parlât pour lui porter le plus grand coup qu'il eût jamais reçu ! Mais il était sûr de lui, il savait à qui il avait affaire et il n'a fait, somme toute, qu'utiliser des défaillants pour tenter d'effrayer les autres; les vrais héros, ceux qu'il craint à juste raison et qu'il supprime sans bruit et sans risque, quand il les tient. La recherche de noms éminents à défendre entame d'autant plus le crédit porté à notre action que l'ignorance quasi complète, dans laquelle nous sommes, des projets du dictateur, fait commettre des erreurs regrettables. Ainsi on a compris Kollontaï parmi les personnalités à sauver des mains de Staline, tandis que celui-ci l'envoyait en mission de confiance à Genève, à la dernière session de la S.D.N.

Des noms ! Quels noms ? Quand les camps de concentration et les geôles sont bondés depuis des années, dans un pays où le plus petit groupe politique illégal, fût-il de cinq personnes, n'a aucune possibilité de subsister. Des noms, quand ce ne sont pas les plus grands qui sont les plus dignes et quand notre classe ouvrière ignore toujours que les vrais héros de la révolution russe sont — encore plus aujourd'hui qu'hier — les nombreux anonymes, les meilleurs de ses frères russes qui tombent sans se rendre.

Ce n'est pas sans avoir hésité que nous risquons de passer pour trop sévère envers les seize fusillés, mais quand on sait ce qui se passe réellement en U.R.S.S., on ne peut pas mettre sur le même rang les centaines d'inconnus que la *Guépéou* assassine, sans avoir pu les abattre, et les quelques-uns qui, dans les mêmes circonstances, ont tout de même consenti à s'avilir. Taire le fait de la conduite des victimes, c'est cacher le seul vrai mystère du procès, c'est préparer d'autres déceptions et ignorer l'explication d'un fait nouveau très important : l'indifférence générale de la population de l'U.R.S.S. devant le procès, son verdict et l'exécution.

Certes, le crime de Staline est trop odieux pour qu'on ne se soulève pas contre lui lorsqu'il atteint des défaillants, mais l'équité veut qu'on fasse passer devant ceux qui restent dignes jusqu'au bout, qu'on parle d'abord d'eux, fussent-ils très humbles et, pour nous, sans nom.

Dans la protestation, hélas ! bien faible, qui a percé de différents côtés depuis le procès, on a trop semblé les oublier. Il était nécessaire de le faire remarquer. Nous croyons d'ailleurs que, tant que les travailleurs révolutionnaires d'Occident ne sauront pas les souffrances endurées par ceux de

l'U.R.S.S., aucun mouvement de révolte, assez profond pour être efficace, ne peut se développer.

Et maintenant faisons un tri des dernières informations.

Les seules nouvelles qui soient confirmées concernent : la réhabilitation de deux suspectés, Boukharine et Rikov, et quelques mutations d'intérêt très divers.

D'autres nouvelles paraissent vraisemblables, bien que non encore avouées en U.R.S.S. même : l'arrestation du rédacteur en chef du *Journal de Moscou*, Raïevsky et celles de Radek et Piatakov; ce qui est certain c'est qu'ils ont tous trois cessé de donner le moindre signe de vie. La rédaction du *Journal de Moscou* porte malheur, son premier chef, Loukianov, a été arrêté l'an passé et son nouveau, Kin, ne doit pas s'y sentir à l'aise. Quant à Radek et Piatakov, leurs viles lettres de reniement (voir *R. P.* n° 230) ne leur auront servi à rien.

Le silence de Staline a fait supposer une maladie grave et même son évincement par Vorochilov. Tout est possible, mais le certain c'est que la disgrâce de Iagoda ne peut être que de sa main, d'une main encore solide ! Ne vendons pas la peau de l'ours...

Les récentes mutations n'ont pas toutes un caractère de répression politique, la seule importante concerne le commissariat de l'Intérieur (ex-Guépéou).

Par décisions du présidium du Comité Central Exécutif de l'Union, prises le 26 septembre dernier, Iagoda cède son poste de commissaire du peuple à l'intérieur (ex-Guépéou) à Iéjov N. I. et remplace, au Commissariat des Postes, Rykov, qui est tout simplement relevé de ses fonctions.

Par décisions de même source, prises le 29 septembre 1936, le premier adjoint de Iagoda, Prokofiev, quitte l'Intérieur et suit son ancien chef aux Postes dans le même emploi. Joukov I. P. devient premier adjoint à l'Intérieur, tandis que Bermann M. D., adjoint de Rykov, est relevé de ses fonctions.

Seul de tous les commissariats, la *Guépéou*, avait une certaine tradition jusque-là inviolée : 1° ses chefs l'étaient à vie, ils emportaient tous leurs secrets dans la tombe (Dzerjinski, Menjinski; 2° la succession appartenait à quelqu'un du milieu, l'homme de confiance du disparu.

C'est la première fois que le chef de la police d'Etat ne s'éteint pas, on le relève; comme c'est la première fois que le successeur vient du dehors.

L'activité de Iagoda et de Prokofiev fut intimement liée, depuis le début, à celle de la terrible police; ils l'ont servie sans jamais être touchés par les luttes intestines du parti. Personne n'en sait autant qu'eux sur ce que la révolution russe a de plus impardonnable. On les « limoge » aux Postes, le lendemain de la première destruction publique de vieux chefs bolchéviques, organisée et exécutée par eux !

Iéjov, né à Léningrad en 1895, est entré au parti en 1917, il est de la génération qui succède à la « vieille garde ». Il fut commissaire aux armées jusqu'en 1921, puis gouverneur à Sémipalatinsk et dans le Kazakhstan; en 1929-1930, au moment de la grande tourmente de la collectivisation, Staline le place comme adjoint au commissaire du peuple à l'agriculture; en 1930-1934 (les années les plus dures de l'après-révolution pour le peuple), c'est lui qui exécute, au Comité central, les volontés de Staline comme chef du bureau des répartitions et nominations des cadres du parti; il était l'un des secrétaires du Comité central du parti en même temps que président de sa Commission de contrôle (tribunal suprême jugeant les effractions à la discipline et à l'orthodoxie des plus hauts responsables du parti). En un mot, Iéjov fut, pendant ces années si dures, un homme de confiance du « Maître ».

Cette mutation marque, sans aucun doute, un renforcement appréciable de la situation de Staline comme maître absolu dans le pays. Mais elle ajoute aussi quelque crédit au bruit qui a circulé ces dernières semaines d'un attentat manqué contre le « tout-puissant », fin juillet-début d'août, à Moscou. Cet attentat, dont les auteurs n'ont pas été dévoilés, expliquerait fort bien la soudaineté du procès de Moscou et la cruauté de sa conclusion à une époque où, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, les intérêts du dictateur exigeaient de ménager l'opinion.

Pendant ces derniers mois, la presse soviétique était pleine de « vie heureuse », de « démocratie», de photos presque quotidiennes du « maître » dans les poses les plus touchantes : au milieu des enfants, des fleurs ou des paysannes. Il se créait patiemment une renommée de douceur quand, tout à coup, fin juillet, le « bien-aimé » disparaît de toute manifestation publique, plus de photos récentes, aucun signe de vie et, le 15 août, annonce de la semaine sanglante. Deux ou trois semaines avaient suffi pour préparer la mise en scène. La vie des dix-sept aurait été la rançon directe du coup manqué et la disgrâce de Iagoda serait la punition infligée pour n'avoir pas su prévenir l'attentat. On retrouverait alors une pleine analogie avec les suites de l'assassinat de Kirov : en 1934, également, les dirigeants de la *Guépéou* de Léningrad ont été déchus. Ainsi s'expliquerait le silence mystérieux de Staline depuis trois mois : il dépisterait les « chasseurs » !

Il est bien entendu que nous ne donnons cette explication que comme possible et tout à fait dans l'esprit de la situation en U.R.S.S. Rien, jusqu'ici, ne confirme le fait de la tentative d'attentat dont nous parlons.

Quant à la disgrâce de Rykov, elle apparaît de peu d'importance; il y a longtemps que Rykov a perdu tout crédit et tout poids dans l'opinion pour des raisons pas toujours politiques.



LIBÉRALITÉ

Par décret du 20 juillet 1936 (*Izviestia* du 21), le gouvernement de l'U.R.S.S vient de permettre aux 50 millions de travailleurs, acheteurs *involontaires* des emprunts de l'Etat, de disposer librement, d'un prêt de 30 % du montant de chaque obligation à partir du 1er mars 1937; sous réserve d'avoir à payer 6 % d'intérêts pendant les premiers six mois, 12 % pour la suite et de perdre le droit aux tirages.

On sait qu'il est pratiquement impossible de réaliser ses obligations d'emprunt (voir *R. P.* nos 174, 200 et 227). Mais à partir de mars 1937, le gouvernement de l'U.R.S.S. dira aux travailleurs, auxquels il aura *retenu* un dixième du salaire pendant des années sous forme d'emprunts *obligatoires* à 4 % : « Je veux bien vous prêter une petite partie des milliards que je vous ai pris de force, mais aux taux de 6 et 12 % d'intérêts. »

C'est là le sens du nouveau décret.

On croirait assister à une séance de prestidigitation.

YVON.

◆◆◆

ERRATUM

Dans le n° 231, page 14—294, 1re colonne, dernière ligne de l'article sur l'U.R.S.S., lire : « constructions *prévues* » au lieu de « privées ».

M. Y.

Louzon expliquera la dévaluation mercredi 28, à 20 h. 30, 18, rue Parmentier, Paris (10e), aux abonnés et amis parisiens de la « R. P. ».

AUX ABONNÉS ET AUX LECTEURS DE "L'ACTION SYNDICALISTE"

*Après quatorze ans d'existence, l'*Action Syndicaliste, *organe des syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement, cesse de paraître.*

*Fondée à ses débuts pour défendre dans la Fédération unitaire de l'Enseignement l'indépendance du syndicalisme en face des fractions communistes, l'*A. S. *a « tenu » jusqu'au bout, sans dettes, sans arrêt, grâce au dévouement des amis de la première heure et de ceux, plus jeunes, qui sont venus vers elle.*

*Certes il y eut des cassures dans cette vieille Ligue Syndicaliste qui fit entendre durant des années sa voix dans les congrès de la Fédération. Des camarades passèrent au Syndicat National : ceux qui restèrent n'eurent jamais pour eux l'attitude commode et stérile de rompre un long passé d'amitié en liquidant les copains d'hier devenus, paraît-il, renégats et contre-révolutionnaires. L'A.S. jusqu'à sa disparition a conservé ses amis et, s'il est un réconfort pour ceux qui l'ont animée, c'est bien de n'avoir jamais rompu le lien entre tous les syndicalistes révolutionnaires de l'enseignement. Ils sont en cela restés fidèles à la pensée de celle qui fut pendant de longues années l'âme de l'*Action Syndicaliste, *qui se dépensa sans compter pour cette humble revue : nous avons nommé Marie Guillot, dont le souvenir restera lié à celui de notre petit bulletin.*

*Au lendemain de l'unité syndicale plusieurs d'entre nous avaient pensé que la tâche de l'A.S. n'était pas terminée. En particulier la lutte sans merci contre la guerre pouvait être sa raison d'exister. La réunion tenue lors du congrès de Lille a montré que la majorité des camarades estimait que la disparition s'imposait : indifférence de beaucoup de lecteurs, nécessité de supprimer les organes de tendances puisque nous avons une promesse ferme d'ouverture d'une tribune libre dans l'*Ecole Libératrice; *les avis de camarades adressés par écrit joints aux débats de cette réunion plaçaient l'administration de l'A.S. devant cette alternative : ou continuer à quelques-uns et rompre avec beaucoup de camarades, c'est-à-dire substituer une action presque personnelle à ce qui fut une œuvre collective, ou disparaître avec la réserve de relancer l'A.S. si le besoin s'en faisait sentir. Gorce, au nom des camarades de la Gironde qui s'occupaient de l'A.S., se prononça sagement pour la seconde solution. Il fut, en outre, unanimement décidé de verser à la* Révolution Prolétarienne *les fonds de l'A.S. (soit :* 547 *francs), d'annoncer la disparition du bulletin dans un numéro de la R.P. adressé aux lecteurs habituels de l'A.S., et de demander à nos amis de faire pour la R.P. une active propagande. Nous nous acquittons aujourd'hui de ce mandat.*

Certes, bien des abonnés de l'A.S. étaient des lecteurs assidus de la R.P. : qu'ils deviennent alors des recruteurs d'abonnés nouveaux. Quant à ceux qui recevront cette revue et qui ne la connaissent pas encore, nous leur demandons instamment de s'abonner sans tarder : La R.P., *comme l'*Action Syndicaliste, *lutte pour l'indépendance du syndicalisme et contre la guerre. Elle n'est pas non plus une chapelle fermée, un noyau de sectaires : on discute à la* R.P., *on n'étouffe la voix de personne. A une époque de conformisme et de paresse intellectuelle, la* R.P. *est une revue libre pour des hommes libres. Cette qualité devrait suffire pour décider tous les anciens amis de l'*Action Syndicaliste *à lui accorder leur confiance.*

La disparition de l'A.S. ne sera pas un acte négatif si elle entraîne pour la R.P. un afflux d'abonnés et de propagandistes.

Il nous reste un dernier devoir à remplir : c'est de remercier tous ceux, amis connus et inconnus, vieux copains ou camarades lointains que nous n'avons jamais rencontrés, qui ont collaboré à l'A.S., qui avec un dévouement inlassable l'ont soutenue sans trêve. Les liens qui se sont ainsi forgés entre syndicalistes révolutionnaires ne se briseront pas et nous savons trop bien que nous nous retrouverons sans aucune défection pour mener le même combat Nous tenons aussi à recommander à tous nos camarades la coopérative ouvrière de l'Imprimerie Nouvelle (4, rue Balay, Saint-Etienne) qui fut pour nous une précieuse auxiliaire et chez qui ils trouveront, outre un travail parfait, une franche camaraderie syndicaliste.

Et maintenant, au travail pour la « Révolution Prolétarienne *» !*

J. BARRUÉ, J. GORCE.

ENTRE NOUS

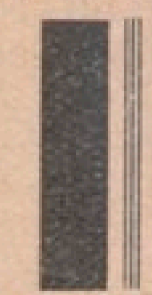
Notre causerie du 28

Bien des camarades se sont réjouis à l'annonce de la reprise de nos causeries. La première de celles-ci est fixée au soir du mercredi 28 octobre. Notre ami Louzon viendra tout exprès de Cannes pour démontrer devant nous le mécanisme de la dévaluation du franc. Après lui, les militants du « Noyau » s'emploieront, en collaboration avec les assistants, à tracer les devoirs des organisations syndicales devant les événements. Nous avons à présent un syndicalisme de masse; bien plus encore que par le passé, il est nécessaire pour les syndicalistes révolutionnaires — ni staliniens, ni réformistes — de coordonner leurs efforts.

Pour cette causerie, nous avons trouvé une salle qui, espérons-le du moins, satisfera nos amis. C'est à la « Maison du Peuple du 10e arrondissement », une réalisation à laquelle préside un de nos abonnés. L'immeuble est situé rue Parmentier, juste derrière l'hôpital Saint-Louis. Mais attention, ne pas confondre la *rue* Parmentier avec l'*avenue* du même nom. La rue Parmentier — petite rue — débute en face du n° 157 de l'avenue et elle relie celle-ci à la rue Saint-Maur. On y accède par le métro *Goncourt*, une station de la nouvelle ligne Châtelet-Lilas, très pratique par ses correspondances à Châtelet et à République. En sortant du métro, prendre l'avenue Parmentier en direction de l'hôpital Saint-Louis, la rue Parmentier se trouve à droite.

Nous espérons bien avoir mercredi soir la plupart de nos amis parisiens et banlieusards. Noter qu'aucune convocation n'a été envoyée, cela pour diminuer les frais. Réservez-nous votre soirée du 28 ! Vous ne le regretterez pas.

Des lainages ! Des imperméables ! pour les combattants des sierras



Continuez à nous adresser des lainages pour les miliciens espagnols ou faites-les parvenir à **MARCHAL**, *33, rue de la Grange-aux-Belles, PARIS (10e), ou à* **FAUCIER**, *203, rue d'Alésia, PARIS (14e).*

L'hiver est là ! Hâtez-vous !

LA COOTYPOGRAPHIE — COURBEVOIE — DEP. 02-80

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

L'OPINION DE LA PRESSE OUVRIÈRE

SUR

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

de M. YVON

Préface de Pierre PASCAL

« Vous devez, si vous voulez comprendre la Russie d'aujourd'hui, lire cette brochure. »

(La Flèche.)



« Chacun trouvera, condensée dans les 87 pages de cette brochure, une expérience qui a fait faillite à ses engagements; il verra ce que « les spécialistes, les techniciens, les initiés » ont fait des travailleurs russes : des cobayes de laboratoire livrés sans défense au bon plaisir d'une nouvelle caste qui étouffe sous ses chiffres, avec l'âme humaine, la liberté individuelle, la dignité, quand ce n'est pas la vie elle-même. »

(Le Semeur.)

« Conclusion pénible, effrayante même, pour tout militant qui a mis sa foi en la Révolution russe. Mais aucun jeune socialiste ne saurait se dispenser d'en prendre connaissance et de réfléchir aux raisons qui la déterminent. »

(La Jeune Garde.)



« Plusieurs lecteurs nous ont demandé des précisions sur les réserves que La Patrie Humaine *a formulées à plusieurs reprises sur l'œuvre de Staline. Qu'ils lisent donc la brochure d'Yvon : ils y trouveront tous les éclaircissements voulus. »*

(La Patrie Humaine.)

Diffusez sans relâche la brochure d'Yvon !

L'exemplaire : 2 fr.; franco : 2 fr. 25

5 exempl. :	10 fr. franco	50 exempl. :	75 fr. franco
10 —	18 fr. —	100 —	130 fr. —

Utilisez pour vos commandes notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, *54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte N° 734-99 Paris*